

böll.brief

DEMOKRATIE & GESELLSCHAFT #33

Mai 2023

# Les villes et les campagnes face à la crise climatique : point de vue commun ou perspectives divergentes ?

Attitudes politiques dans différents environnements de résidence – des zones rurales aux zones urbaines

JAN EICHHORN

*Le site **böll.brief - Demokratie & Gesellschaft** propose des analyses, des informations de fond et des impulsions programmatiques sur le développement de la démocratie et la recherche politique. L'accent est mis sur les champs de la participation, de l'opinion publique, du changement numérique et de l'histoire contemporaine.*

*Le site **böll.brief** du département d'éducation politique intérieure de la Fondation Heinrich Böll paraît sous forme de e-paper en alternance sur les thèmes « société de participation », « gouvernance verte », « démocratie & société » et « espaces publics ».*

## **Table des matières**

Résumé	3
1 Introduction	4
2 Base de données	6
3 Attitudes fondamentales face à la crise climatique et à la transition énergétique : peu de différences selon le lieu de résidence	7
4 Différences de profil entre les zones de résidence : pourquoi nous avons besoin d'une meilleure compréhension	11
5 « Not in my own backyard » : comment la volonté d'installer de nouvelles lignes électriques à proximité des habitations varie selon le lieu de résidence	16
6 L'importance politique des partis : ce qui différencie les groupes d'électeur·ice·s de certains partis en fonction de leur lieu de résidence	21
7 Conclusion et perspectives	28
Bibliographie	30
L'auteur	31
Mentions légales	31

# Résumé

Les débats sur la crise climatique et la transition énergétique révèlent souvent de grandes différences d'attitudes entre les personnes vivant dans les régions urbaines et celles vivant dans les régions rurales. Mais est-ce vraiment le cas ? Basée sur des données d'enquête représentatives, la présente étude analyse la manière dont les gens réfléchissent aux questions de politique climatique et énergétique dans différents environnements de résidence. Il s'avère qu'il n'y a en général que des différences nuancées entre elles et eux en ce qui concerne l'importance de la crise climatique et la préférence pour certaines mesures. Cependant, les profils des personnes qui partagent certains points de vue au-delà des environnements de résidence diffèrent parfois sensiblement. Cela vaut en particulier pour les partisan·e·s de différents partis. L'analyse montre clairement qu'une approche ciblée sur la politique climatique et énergétique est prometteuse lorsque les caractéristiques personnelles des personnes et leur environnement de résidence sont considérés de manière collective.

## Principaux messages

1. Dans l'ensemble, les personnes vivant dans des environnements ruraux ou urbains ne se distinguent guère sur les questions générales relatives à la crise climatique, notamment sur l'importance de cette question en tant que telle, sur l'impact qu'elle aura sur leur propre vie et sur la manière dont le gouvernement doit y répondre
2. Cependant, les groupes de personnes qui ont des opinions différentes, notamment en ce qui concerne la volonté d'être affecté (par exemple par l'extension des lignes électriques), diffèrent parfois nettement selon l'environnement de résidence.
3. Les groupes de partisan·e·s qui défendent certains points de vue sur la crise climatique et la transition énergétique diffèrent parfois nettement selon le lieu de résidence.

# 1 Introduction

Dans les débats sur la gestion de la crise climatique, on souligne souvent les différences entre la ville et la campagne, voire les conflits entre les différents environnements de résidence (cf. Wagner 2021), en associant souvent des discussions concrètes sur la transition énergétique à des discours sociaux plus larges. Celles-ci dressent l'image simpliste d'une divergence entre les groupes dits cosmopolites dans les espaces urbains d'une part et les personnes vivant dans des environnements résidentiels plutôt ruraux d'autre part (cf. Breuer 2019).

Cependant, une telle différenciation est parfois considérée comme très problématique. Il y a par exemple une critique détaillée de la caractérisation des espaces urbains, qui se distingueraient des environnements ruraux plutôt orientés vers la communauté, comme étant exclusivement cosmopolitiques. On y voit une simplification et un mépris des différences substantielles entre les personnes vivant en ville ou à la campagne (cf. Möller 2021). La comparaison simpliste de différents environnements de résidence peut conduire à suggérer des différences plus importantes qu'il ne le faudrait (cf. Bernauer 2022).

Mais en même temps, il serait faux de supposer que l'environnement du lieu de résidence et le degré d'urbanité n'aurait pas d'influence sur la perception des débats politiques actuels. Lukas Haffert dans *Ville, campagne, frustration* a montré de manière impressionnante dans quelles conditions les tensions entre les espaces de vie urbains et ruraux peuvent devenir particulièrement fortes (cf. Haffert 2022). Les différences de structure économique s'avèrent particulièrement pertinentes et peuvent renforcer les différentes perceptions et opinions politiques.

D'une manière générale, le thème de la crise climatique semble susciter un grand intérêt dans tous les environnements de résidence. Mais des différences de point de vue apparaissent, notamment lorsqu'il s'agit de questions relatives à la transformation structurelle et économique. Bien que la majorité de la population soit partout ouverte à un changement de la structure économique, cette tendance est moins prononcée parmi la population des espaces ruraux (cf. Umweltbundesamt 2022a). Les raisons peuvent être diverses. Il existe ainsi une série de facteurs objectifs qui illustrent comment les personnes vivant à la campagne sont souvent désavantagées structurellement, par exemple en matière de mobilité (cf. Statistisches Bundesamt 2021 : 450 s.). Par conséquent, les différents points de vue pourraient être basés en partie sur la crainte d'un désavantage suite à de nouvelles réformes plutôt que sur une opposition de principe.

En résumé, cela montre clairement que nous avons besoin d'une approche qui distingue les environnements de résidence. Il s'agit en outre d'analyser dans quelle mesure certains profils d'opinion sur la transition énergétique et la crise climatique se cristallisent en fonction de l'environnement de résidence :

- Les mêmes groupes de personnes dans différents environnements de résidence partagent-ils des points de vue similaires, ou observons-nous chez elles et eux des points de vue différents ?
- Si, par exemple, les jeunes expriment des opinions fortes sur ces deux sujets, pouvons-nous supposer que c’est le cas dans tous les environnements de résidence, ou des différences pourraient-elles apparaître parmi celles et ceux-ci ?
- Les personnes qui sont moins préoccupées par le changement climatique sont-elles moins enclines à soutenir les mesures de transition énergétique, ou s’agit-il d’une simplification inappropriée qui ne s’applique qu’à certains environnements de résidence ?

Dans la présente analyse, nous nous penchons sur de telles questions. Nous distinguons les profils de vue au sein des environnements résidentiels afin d’apporter une analyse approfondie au débat sur la manière dont les habitant·e·s des régions urbaines et rurales perçoivent la crise climatique et la transition énergétique.

Il est important de noter que les questions ne portent pas uniquement sur les positions adoptées, mais aussi sur le fait de se sentir personnellement concerné par la crise climatique et le tournant énergétique, et d’être prêt à payer plus d’impôts pour financer les mesures correspondantes. Nous pouvons ainsi tirer des conclusions sur la volonté d’agir ou sur l’acceptation des décisions politiques. Comme les attitudes politiques ne dépendent pas uniquement de l’environnement de résidence, mais qu’elles sont liées à d’autres caractéristiques, nous avons choisi, dans le cadre de la présente étude, de nous concentrer sur les attitudes politiques des jeunes.

Dans les analyses suivantes, des facteurs tels que le niveau d’éducation, l’âge et le sexe ont également été pris en compte. Nous tenons également compte du fait que les personnes interrogées sont ou non propriétaires de leur logement, car cela va généralement de pair avec un attachement au lieu et une responsabilité plus importante.

Ainsi, au sein de la population des grandes villes ou des zones rurales, il peut y avoir des différences d’opinion sur certains sujets, qui sont davantage liées aux autres facteurs.

Dans l’analyse qui suit, les questions relatives à la crise climatique et à la transition énergétique sont donc tout d’abord analysées sous l’angle de l’environnement du lieu de résidence, pour ensuite mettre en évidence plus clairement la pertinence des effets du lieu de résidence et d’autres facteurs d’influence, grâce à un regard plus approfondi sur d’autres facteurs. En outre, nous examinerons plus en détail dans quelle mesure les attitudes face à la crise climatique vont de pair avec les préférences politiques des partis.

## 2 Base de données

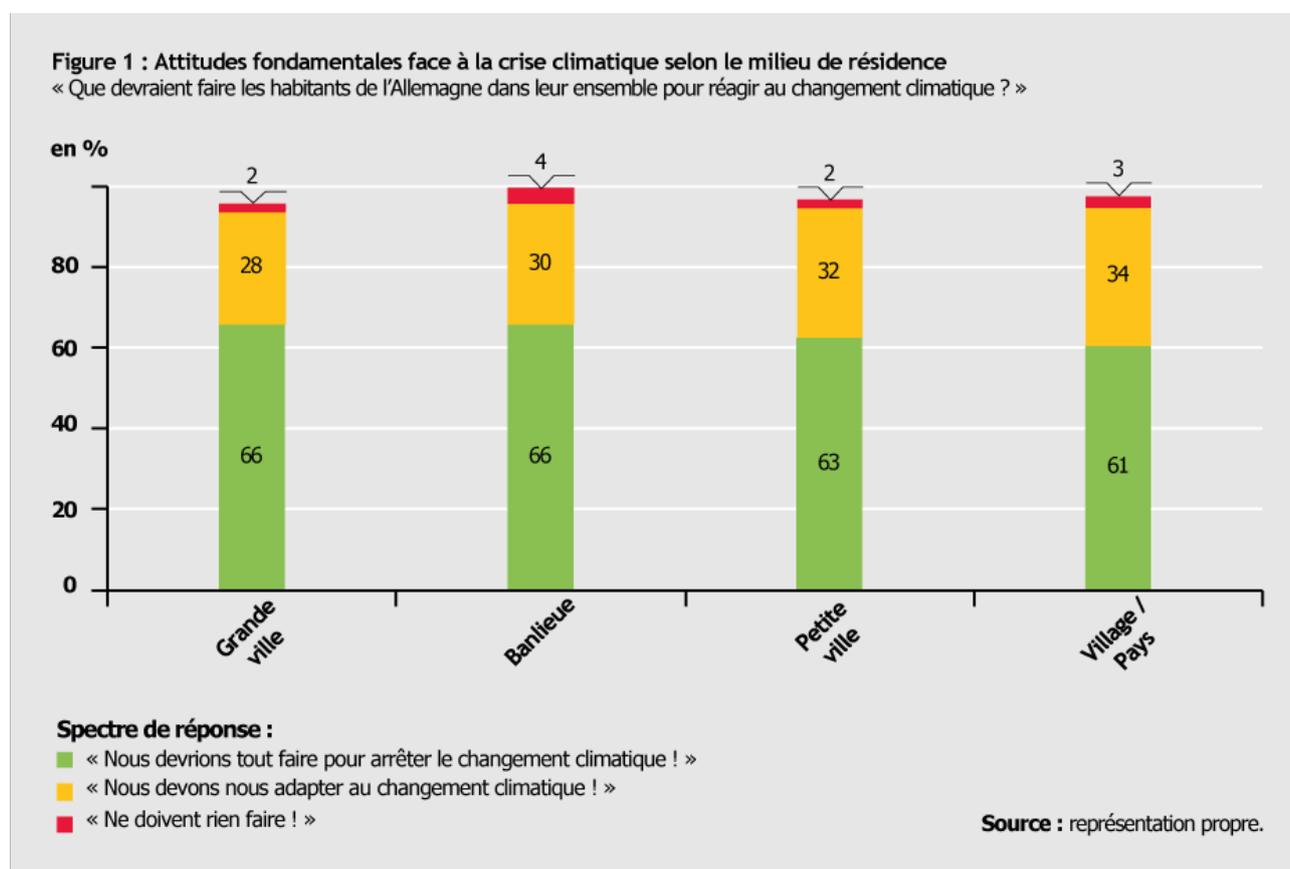
Les analyses se basent sur un sondage représentatif de la population allemande. Celui-ci a été mené du 7 au 25 août 2020 avec des participant·e·s âgé·e·s de 16 à 74 ans. Au total, 2112 personnes ont été interrogées. L'enquête faisait partie du projet « Climate crisis messages across the political spectrum », mené par d|part – Think-Tank pour la participation politique, en coopération avec l'Open Society European Policy Institute (OSEPI). Les données ont été collectées par le prestataire de services Bilendi via un panel en ligne. Les participant·e·s potentielle·s ont été invité·e·s à participer et une répartition reflétant la composition de la population allemande a été recherchée par le biais d'un système complexe de quotas. Pour ce faire, des quotas de facteurs démographiques (sexe, âge, Land) ont été combinés à un quota de statut (éducation). Par le biais de quotas croisés, nous nous efforçons en outre de refléter la répartition de la population en fonction de l'âge et de la formation pour chaque Land. Les participant·e·s étaient invité·e·s par petites tranches, ce qui permettait d'éviter une participation disproportionnée de certains groupes en augmentant ou en diminuant le nombre d'invitations. Le résultat est un ensemble de données qui reflète presque parfaitement la population allemande dans presque tous les quotas et quotas croisés. Lorsque de légères différences sont apparues, elles ont été compensées par des poids. L'application de poids n'entraîne cependant que des modifications de résultats allant jusqu'à un point de pourcentage (voir d|part 2021).

On sait que la simple dichotomie entre ville et campagne ne rend que partiellement compte des milieux de vie en République fédérale. C'est pourquoi les participant·e·s ont été interrogé·e·s sur l'environnement dans lequel ils vivent et ont été prié·e·s de le classer dans l'une des catégories suivantes, qui seront utilisées pour les analyses suivantes :

- Grande ville
- Banlieue
- Petite ville
- Village/campagne

### 3 Attitudes fondamentales face à la crise climatique et à la transition énergétique : peu de différences selon le lieu de résidence

En moyenne, les opinions fondamentales sur la crise climatique ne diffèrent guère entre les personnes vivant dans des environnements différents. Ainsi, près des deux tiers des personnes interrogées affirment que le changement climatique devrait être stoppé, qu'elles vivent dans une grande ville, une banlieue, une petite ville ou dans un village ou une campagne (Figure 1).



Même lorsque nous demandons comment mettre en œuvre une politique globale en matière de changement climatique, les réponses sont très similaires dans tous les environnements de résidence. Un peu plus d'un tiers des personnes interrogées pensent qu'il ne faut pas se limiter à un seul type de mesures, mais qu'il faut combiner les taxes, les incitations et les interdictions (tableau 1) afin d'inciter les gens à agir de manière plus respectueuse du climat. Seuls 10 % des sondés estiment que le gouvernement ne devrait rien faire. Comme on pouvait s'y attendre, les récompenses pour un comportement respectueux du climat sont davantage approuvées que les interdictions ou les taxes.

Tableau 1 : Approche privilégiée des mesures gouvernementales pour inciter les gens à agir de manière plus respectueuse du climat

Questions(*)	Environnement du lieu de résidence			
	Grande ville	Banlieue	Petite ville	Village/pays
Il devrait y avoir un mélange de récompenses, de mesures dissuasives et d'interdictions pour les humains.	37 %	36 %	38 %	39 %
Les personnes devraient être récompensées lorsqu'elles agissent de manière responsable vis-à-vis du climat.	29 %	26 %	25 %	27 %
Il faut interdire aux gens de se comporter d'une manière qui nuit au climat.	9 %	13 %	12 %	13 %
Les gens devraient être taxé·e·s pour les comportements qui nuisent au climat	12 %	10 %	11 %	7 %
Le gouvernement ne devrait pas prendre de mesures, pour inciter les gens à agir de manière responsable vis-à-vis du climat	8 %	11 %	8 %	8 %
Ne sait pas	5 %	4 %	6 %	6 %

(\*) « Laquelle des affirmations suivantes se rapproche le plus de votre opinion sur ce que le gouvernement devrait éventuellement faire pour inciter les gens à agir de manière responsable en matière de climat ? »

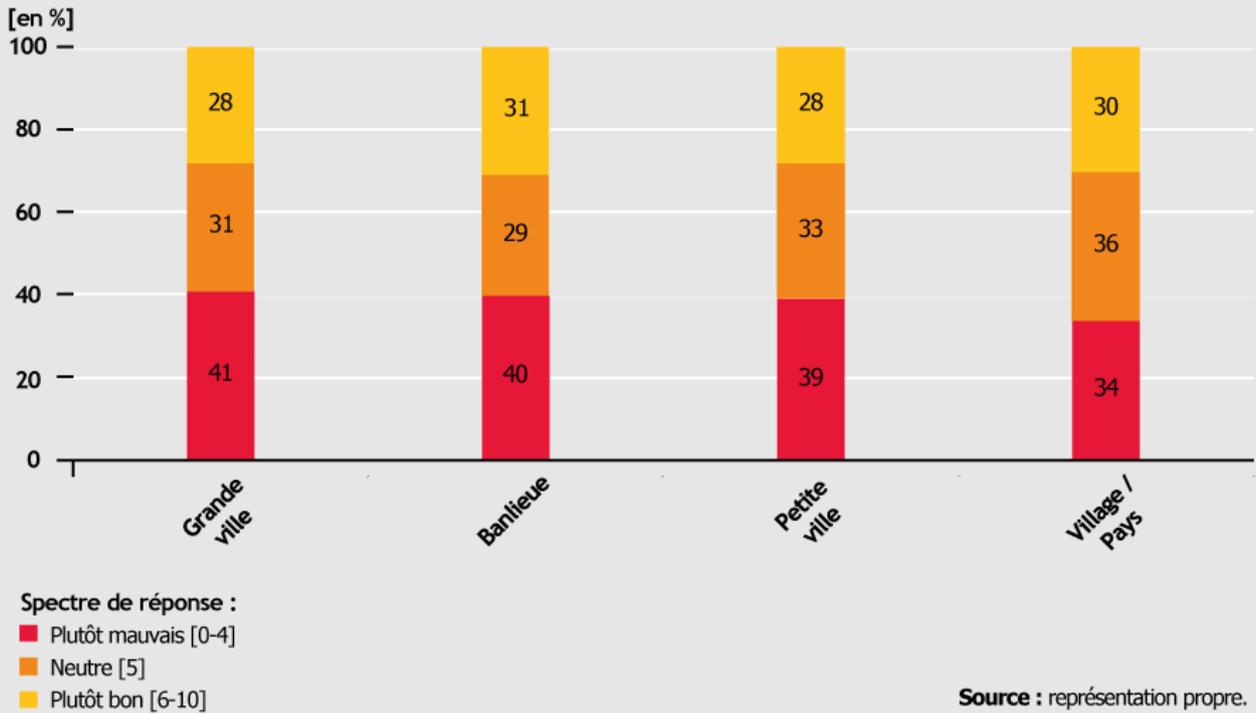
Nous constatons toutefois des différences nuancées en ce qui concerne les attentes vis-à-vis des conséquences personnelles du changement climatique. La part de la population qui se montre plutôt optimiste est similaire dans tous les environnements de résidence, avec environ 30 % (Figure 2). Cependant, les habitant·e·s des zones rurales sont un peu plus nombreux·ses qu'ailleurs à penser que les conséquences seraient plutôt neutres que mauvaises.

Et alors que seulement un tiers des habitant·e·s des villages/campagnes s'attendent à des conséquences personnelles négatives dues au changement climatique, la proportion est d'environ 40% dans les autres environnements. L'impression générale est donc similaire dans tous les contextes : seule une minorité, bien que substantielle, part du principe que le changement climatique aura des conséquences personnelles explicitement négatives. La proportion est toutefois un peu plus faible dans les régions rurales.

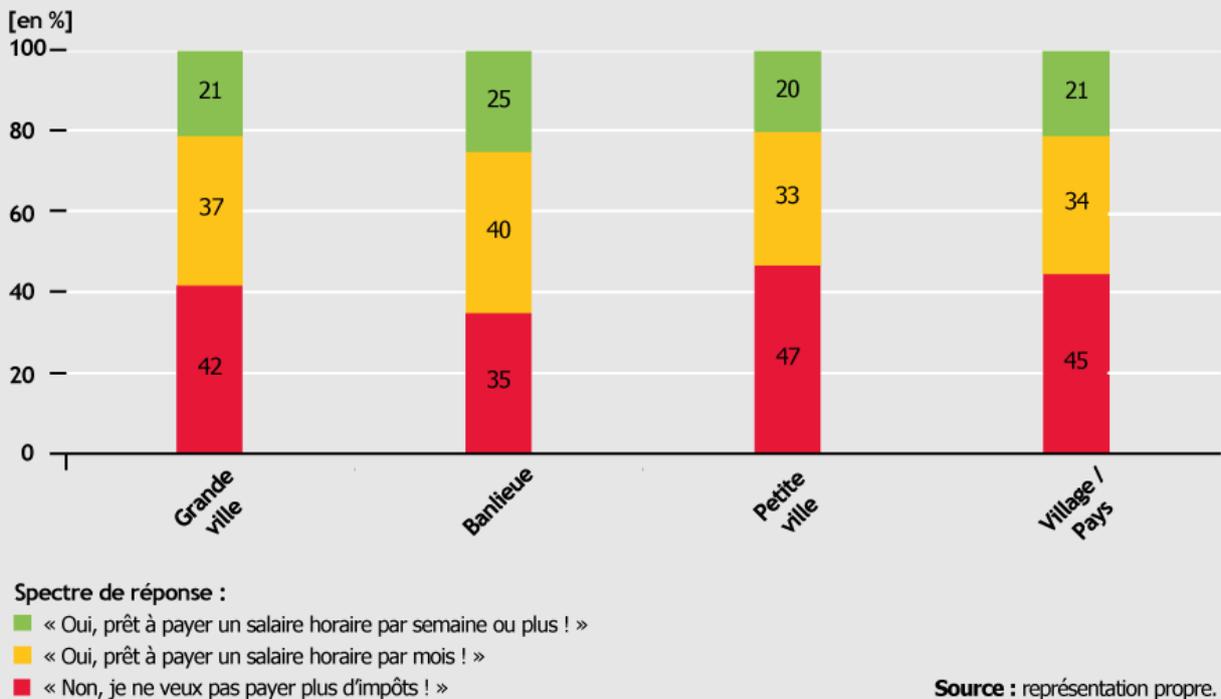
Il peut y avoir plusieurs raisons aux attentes positives. Certaines personnes peuvent se considérer comme des bénéficiaires de la crise lorsqu'elles en tirent des avantages personnels, par exemple par le biais de certaines activités commerciales. Il se peut aussi que certain·e·s voient dans la crise climatique la possibilité de provoquer des changements sociaux qu'ils aimeraient voir se produire. Les données existantes ne nous permettent pas de savoir ce qui se cache derrière ces opinions. Les différences générales sont toutefois minimales dans les différents environnements.

Dans l'ensemble, les opinions sur la pertinence de la crise climatique et sur l'orientation fondamentale des mesures politiques sont donc très similaires dans tous les environnements de résidence. Il y a cependant un peu plus de variation entre les environnements de résidence si nous ne demandons pas abstraitement des mesures

**Figure 2 : Attentes concernant les conséquences personnelles du changement climatique selon le milieu de résidence**  
« À votre avis, dans quelle mesure les conséquences du changement climatique seront-elles bonnes ou mauvaises pour vous personnellement ? »



**Figure 3 : Disposition à payer plus d'impôts pour la protection du climat, selon le milieu de résidence**  
"Dans quelle mesure seriez-vous prêt à accepter des taxes plus élevées pour lutter contre le changement climatique ?"

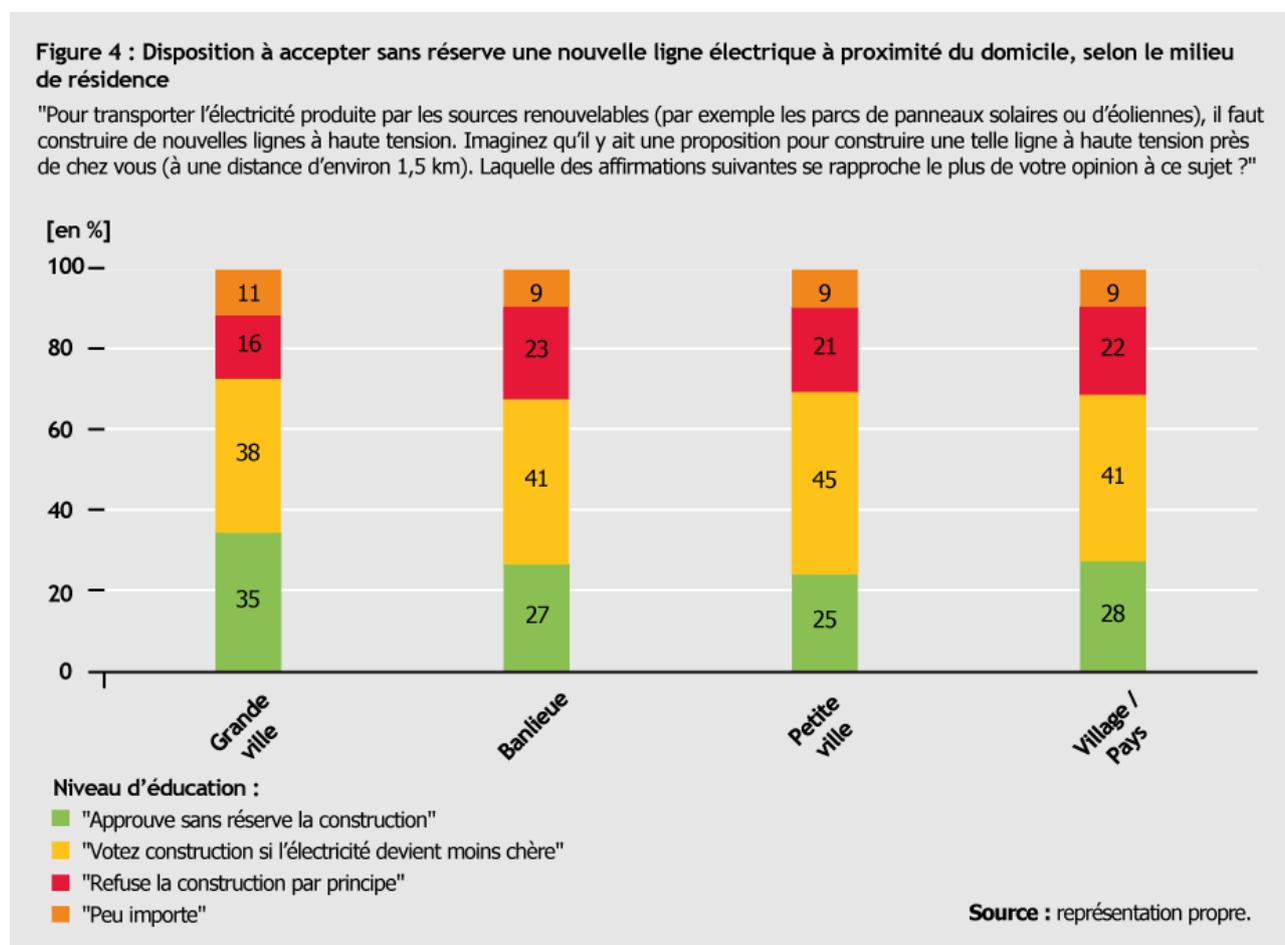


gouvernementales pour faire face à la crise climatique, mais si nous demandons à la population de s'impliquer. Les habitant·e·s des banlieues sont les plus enclin·e·s à payer au moins un peu plus d'impôts pour la protection de l'environnement.

Seuls 35 % d'entre elles et eux déclarent qu'ils ne paieraient en aucun cas plus, alors que ce pourcentage est plus élevé dans les grandes villes (42 %), dans les villages ou les campagnes (45 %) et dans les petites villes (47 %) (figure 3).

De légères différences apparaissent également lorsque la question porte sur les situations « Not-in-my-own-backyard, NIMBY ». Les habitant·e·s des grandes villes sont par exemple un peu plus enclin·e·s à approuver sans réserve la construction d'une ligne à haute tension à proximité de leur domicile (35 %) que les personnes vivant dans d'autres environnements (25 à 28 %).

Dans les petites villes, l'opinion la plus répandue est que l'on soutiendrait une telle construction si elle permettait de réduire les prix de l'électricité (ce qui est tout juste la réponse la plus souvent choisie, même dans les grandes villes) (Figure 4).

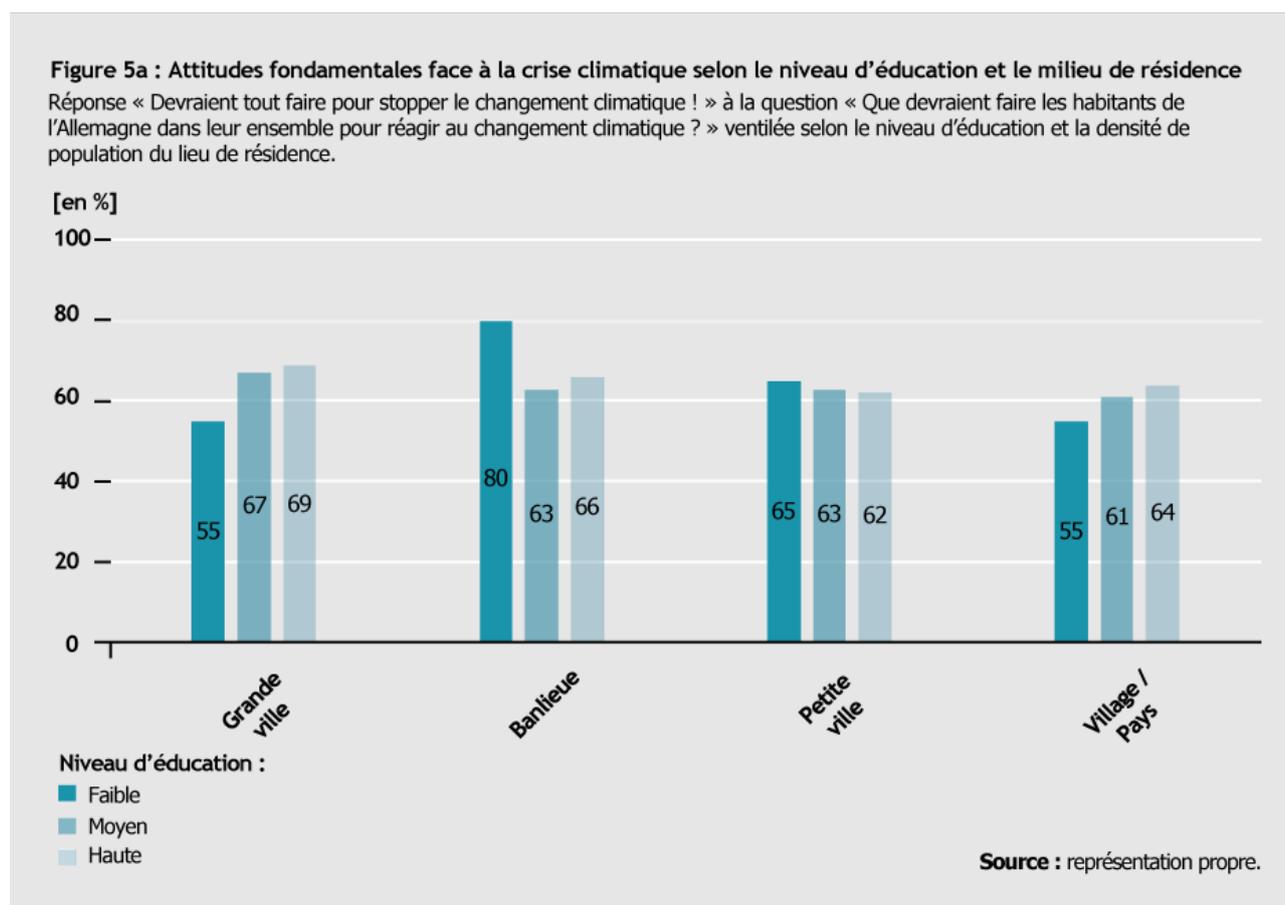


Alors que les attitudes générales vis-à-vis de la crise climatique étaient très similaires dans tous les environnements de résidence, nous avons pu constater quelques différences dans les questions portant sur les contributions personnelles et les conséquences personnelles des mesures prises pour la transition énergétique. En principe, les thèmes ne sont donc pas plus importants en ville ou à la campagne, mais l'orientation exacte de la manière dont ils sont considérés ne semble pas si uniforme. C'est pourquoi il vaut la peine d'examiner les choses en détail.

## 4 Différences de profil entre les zones de résidence : pourquoi nous avons besoin d'une meilleure compréhension

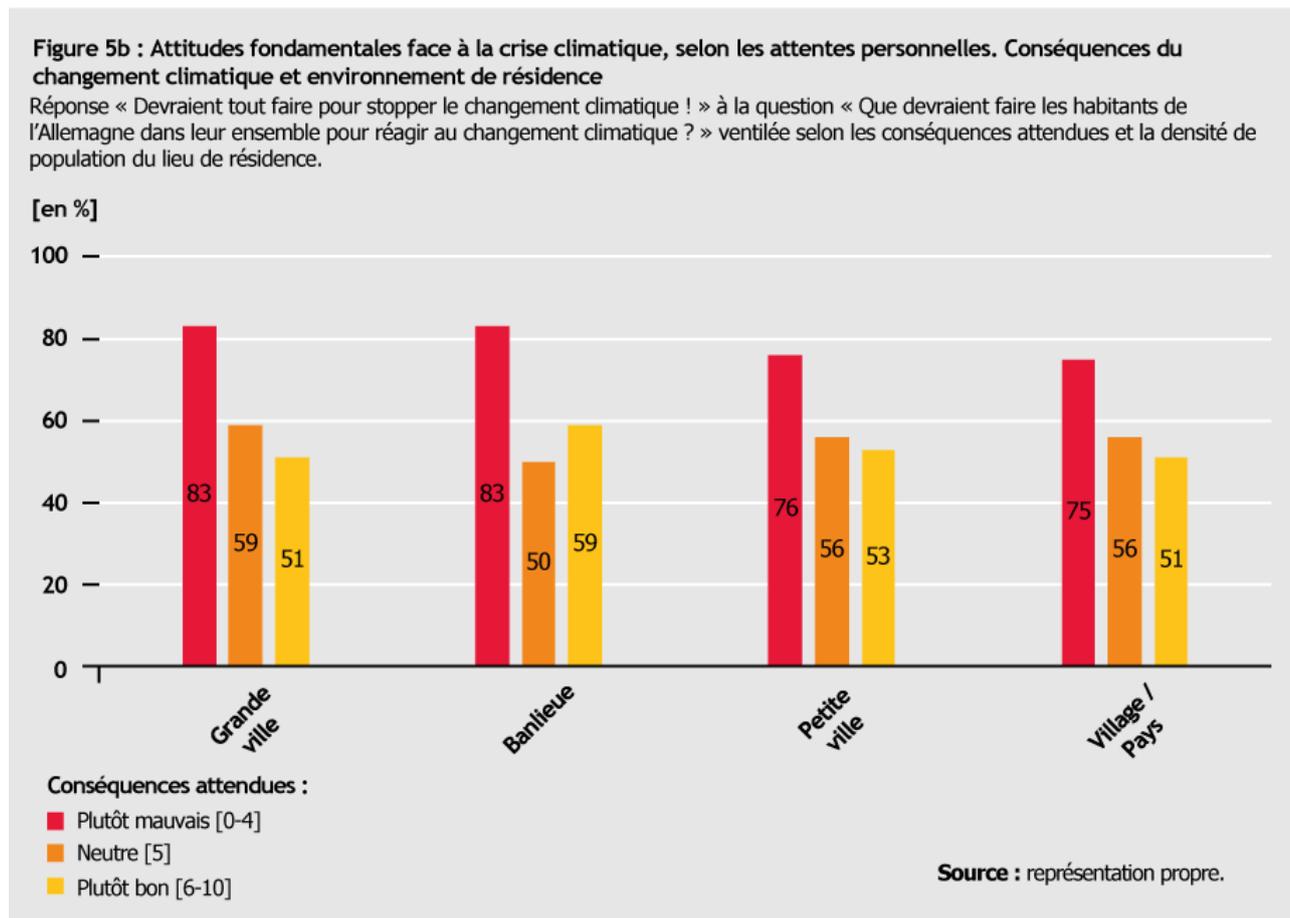
Jusqu'à présent, nous nous sommes concentré·e·s exclusivement sur les différences d'attitude en fonction du seul environnement de résidence. Les différences étaient plutôt nuancées. Par la suite, nous approfondissons l'analyse en intégrant d'autres facteurs d'influence tels que l'éducation, l'âge ou le sexe, ce qui permet de contextualiser les éventuels effets du lieu de résidence. Et effectivement, en tenant compte de ces facteurs, nous trouvons un certain nombre de ces différences dites de composition.

L'exemple du contexte éducatif illustre bien ce phénomène. Que ce soit dans les grandes villes ou dans les villages/campagnes, les personnes ayant un niveau d'éducation plus faible sont moins enclines à réclamer une action de grande envergure contre le changement climatique (Figure 5a). Cependant, c'est l'inverse dans les banlieues, et dans les petites villes, il n'y a pas de réelles différences en ce qui concerne le niveau d'éducation.



De même, l'implication personnelle attendue est assez clairement liée, dans tous les milieux, à l'opinion générale sur la manière de réagir à la crise climatique. Les personnes qui s'attendent à un effet négatif sur leur propre vie veulent – ce qui est peu surprenant –

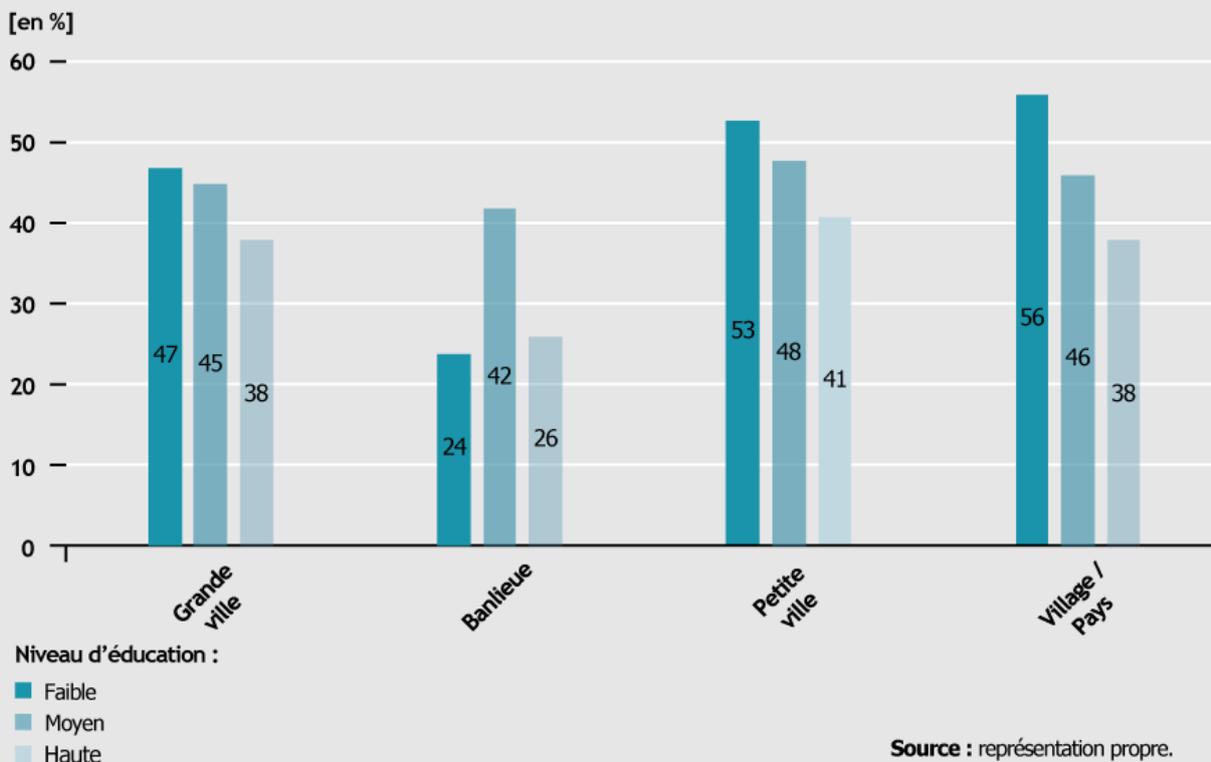
voir une action plus forte (Figure 5b). L'effet est un peu plus prononcé dans les grandes villes et les banlieues qu'ailleurs, mais le modèle est similaire. Mais là encore, on constate une différence de composition notable : En banlieue, les personnes qui adoptent une attitude neutre à cet égard sont légèrement moins enclines à agir que celles qui s'attendent à des conséquences positives.



Les différences entre les profils ne se manifestent pas seulement au niveau des positions de base, mais aussi – et parfois de manière particulièrement nette – lorsqu'il s'agit d'évaluer la disposition à fournir soi-même des prestations. Dans presque tous les milieux, nous constatons par exemple que les personnes ayant un niveau d'éducation élevé ont plutôt tendance à payer plus d'impôts (Figure 6a). Les banlieues constituent ici une exception. Les personnes ayant un niveau d'éducation élevé et celles ayant un niveau d'éducation faible sont tout aussi disposées à le faire, mais les personnes ayant un niveau d'éducation moyen sont nettement moins disposées à le faire.

**Figure 6a : Non-volonté de payer plus d'impôts pour lutter contre le changement climatique, selon le niveau d'éducation et la densité de population du lieu de résidence**

Réponse « Non, pas disposé à payer plus d'impôts ! » à la question « Dans quelle mesure seriez-vous prêt à accepter des impôts plus élevés pour lutter contre le changement climatique ? » ventilée selon le niveau d'éducation et la densité de population du lieu de résidence.

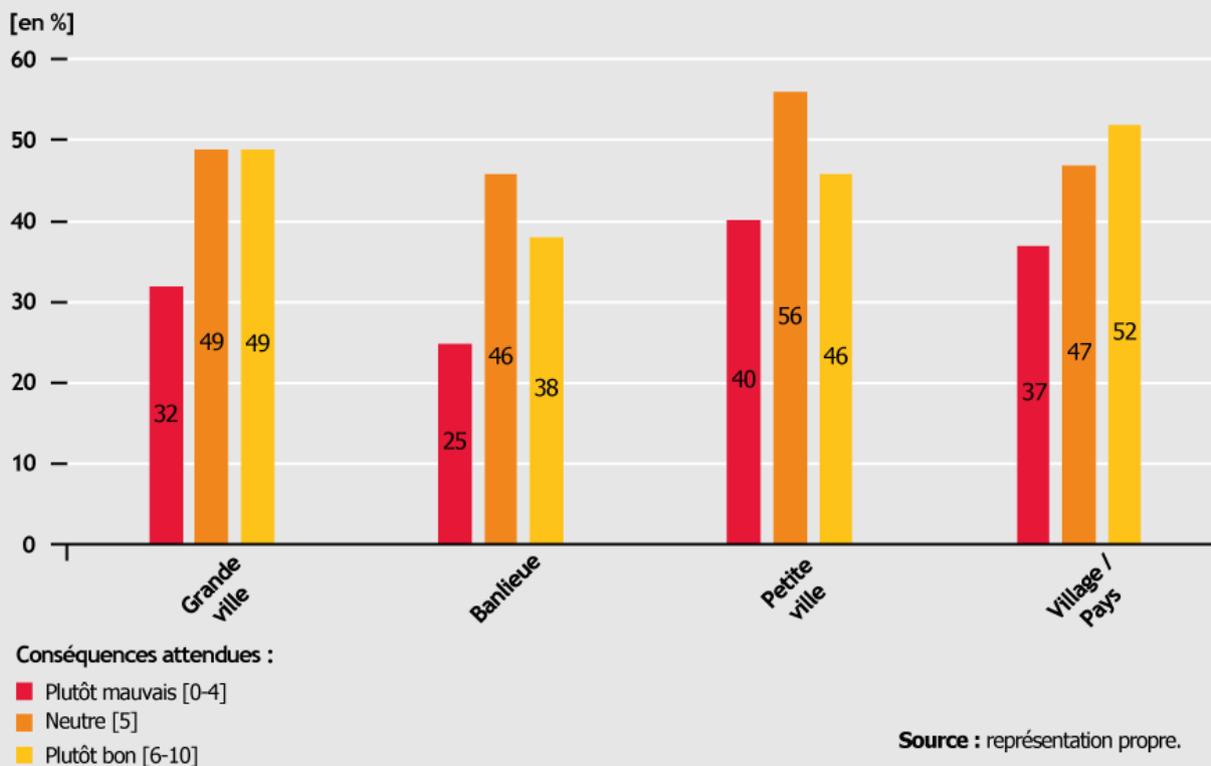


Ceux et celles qui pensent que le changement climatique aura un impact négatif sur leur vie sont également plus enclins à payer plus d'impôts (Figure 6b). En comparant les personnes qui s'attendent à une influence neutre et celles pour qui les conséquences positives l'emportent, des différences d'environnement apparaissent. Les deux groupes ne se distinguent pas dans les grandes villes par leur volonté de payer plus d'impôts pour la protection du climat. Dans les villages ou les campagnes, ce sont plutôt ceux qui s'attendent à des effets positifs qui se montrent moins disposés à le faire. En revanche, dans les banlieues et les petites villes, ce sont celles et ceux qui ont des attentes neutres.

Les différences de profil parfois importantes selon les environnements de résidence soulèvent plusieurs questions. Pourquoi, dans certains environnements, les personnes ayant des attentes neutres sont-elles moins enclines à soutenir de telles mesures par rapport aux personnes ayant des attentes positives ? Pourquoi voyons-nous souvent, surtout dans les banlieues, d'autres effets de groupe qu'ailleurs ? Les données existantes ne nous permettent pas de répondre directement à ces questions. Une compréhension plus approfondie pourrait toutefois nous aider à mieux comprendre dans quelle mesure les bases de discussion diffèrent dans différents environnements résidentiels.

**Figure 6b : Non-volonté de payer plus d'impôts pour la protection du climat, selon les conséquences personnelles attendues du changement climatique et le milieu de résidence**

Réponse « Non, pas disposé à payer plus d'impôts ! » à la question « Que devraient faire les habitants de l'Allemagne dans leur ensemble pour réagir au changement climatique ? » ventilée selon les conséquences attendues et la densité de population du lieu de résidence.

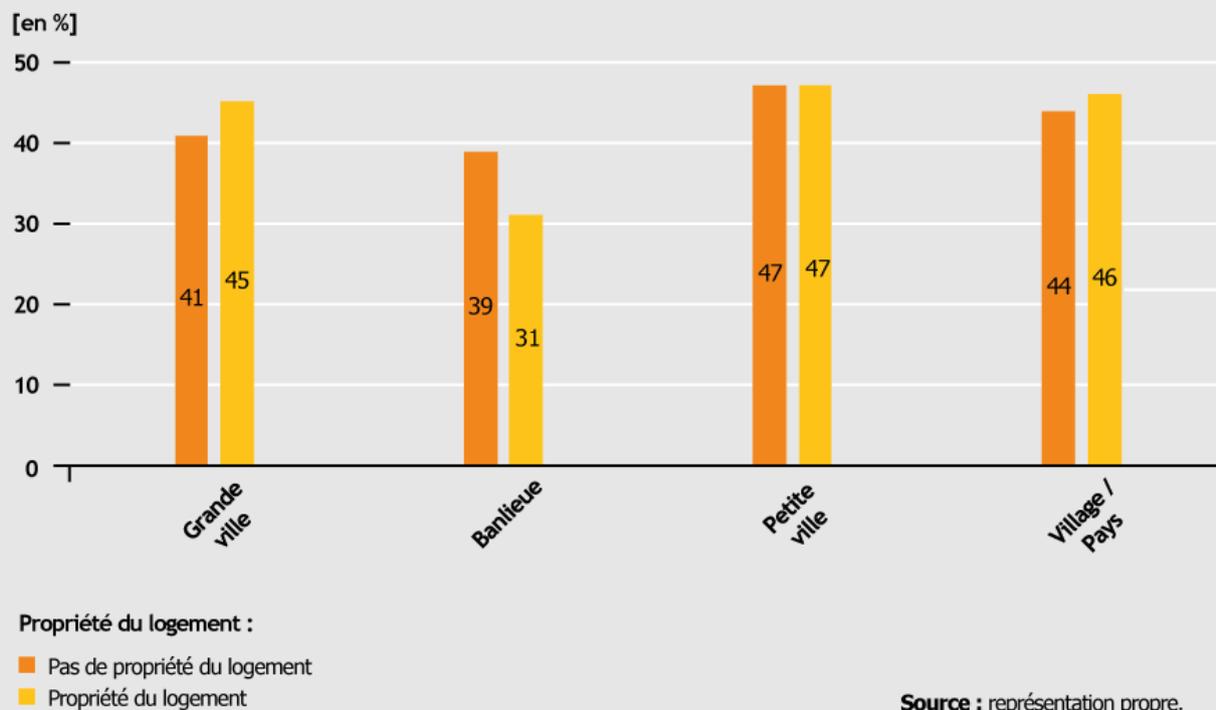


Les différences de profil se retrouvent également dans d'autres domaines : Les banlieues sont également le seul environnement où l'on observe des différences notables entre propriétaires et locataires (Figure 6c). Les propriétaires sont ici plutôt disposé·e·s à payer un peu plus. Ailleurs, il n'y a guère de différences et les propriétaires ont légèrement tendance à ne pas vouloir payer d'impôts supplémentaires.

Les résultats le suggèrent : L'évaluation de l'impact personnel de la crise climatique et de la transition énergétique n'est pas uniforme dans tous les environnements de résidence. Il vaut donc la peine d'examiner plus en profondeur dans quelle mesure les profils se ressemblent ou non lorsqu'on leur demande de prendre des mesures dans leur propre environnement résidentiel.

**Figure 6c : Non-volonté de payer plus d'impôts pour lutter contre le changement climatique, selon le type de logement et le lieu de résidence**

Réponse « Non, pas disposé à payer plus d'impôts ! » à la question « Dans quelle mesure seriez-vous prêt à accepter des impôts plus élevés pour lutter contre le changement climatique ? » ventilée selon le type de logement et la densité de population du lieu de résidence.



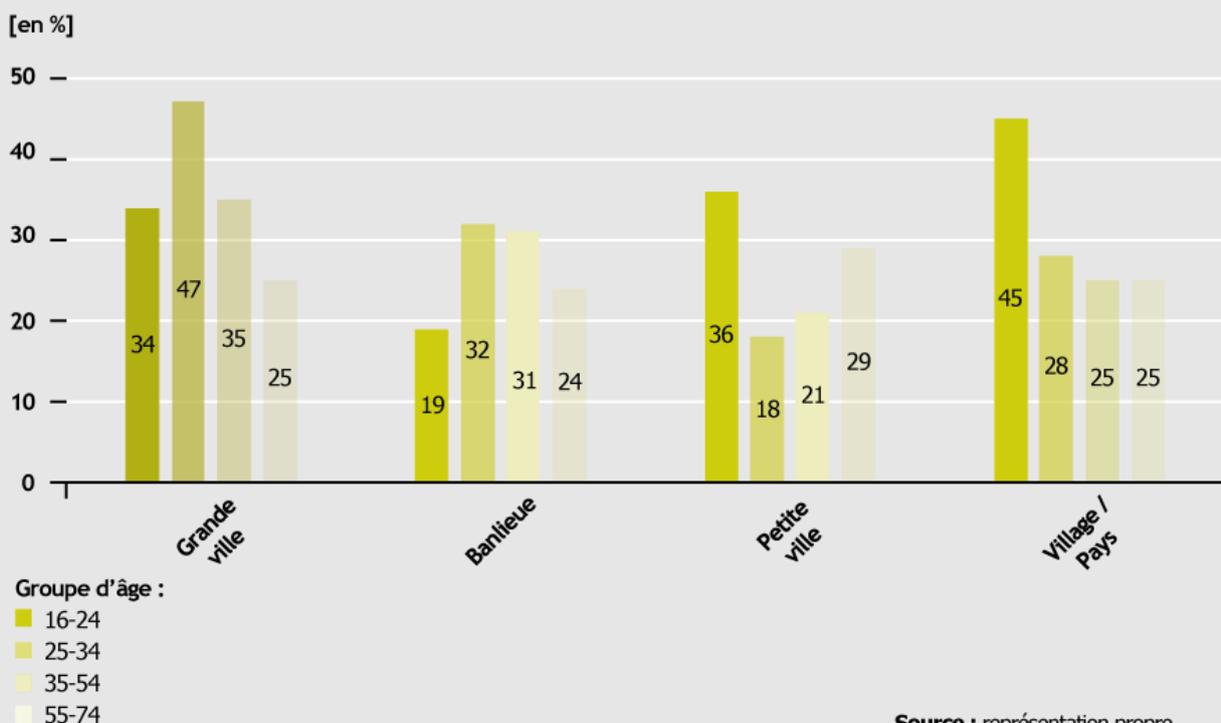
## 5 « Not in my own backyard » : comment la volonté d'installer de nouvelles lignes électriques à proximité des habitations varie selon le lieu de résidence

Pour faire face à la crise climatique, il est inévitable de transformer et de diversifier la production d'énergie. Une conséquence directe est que le paysage se modifie, par exemple en raison de la multiplication des éoliennes, des panneaux solaires, mais aussi des lignes électriques.

Nous avons déjà montré plus haut, en ce qui concerne la question « not-in-my-own-Backyard » (NIMBY) et donc la modification implicite du paysage, à quel point le fait d'être directement concerné est pertinent pour l'attitude politique (voir Figure 4). En effet, si l'on ne voit pas les lignes à haute tension dans les grandes villes ou si elles n'existent qu'à leur périphérie, ces lignes jouent un rôle nettement différent dans le paysage des banlieues et des petites villes ou à la campagne.

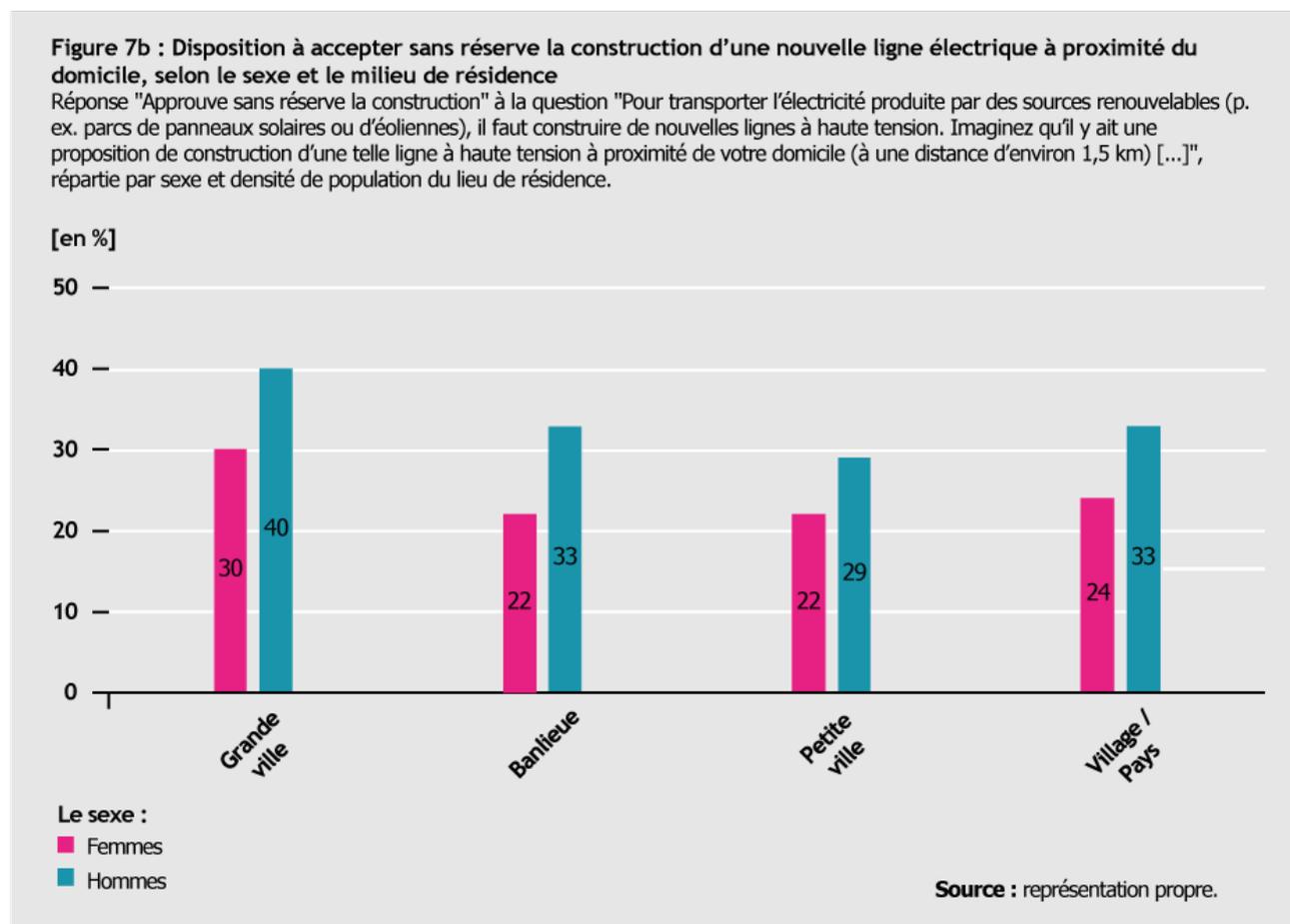
**Figure 7a : Disposition à accepter sans réserve la construction d'une nouvelle ligne électrique à proximité du domicile, par groupe d'âge et par milieu de résidence**

Réponse "Approuve sans réserve la construction" à la question "Pour transporter l'électricité produite par des sources renouvelables (p. ex. parcs de panneaux solaires ou d'éoliennes), il faut construire de nouvelles lignes à haute tension. Imaginez qu'il y ait une proposition de construction d'une telle ligne à haute tension à proximité de votre domicile (à une distance d'environ 1,5 km) [...]", répartie en fonction de l'âge et de la densité de population du lieu de résidence.



C'est dans les petites villes et dans les villages/campagnes que les jeunes de 16 à 24 ans sont le plus disposé·e·s à accepter de nouvelles lignes électriques pour l'énergie renouvelable à proximité de leur domicile – même sans en profiter par une baisse des prix de l'électricité.

En revanche, dans les grandes villes, ce sont les 25-34 ans et, dans les banlieues, les deux groupes d'âge moyen qui soutiennent cette démarche (Figure 7a). Les plus jeunes dans les grandes villes et les banlieues sont plus enclin·e·s – plus que tout autre groupe d'âge – à approuver la construction s'ils en tirent un bénéfice personnel (44 pour cent dans les grandes villes et 54 pour cent dans les banlieues)<sup>1</sup>. En ce qui concerne les différences entre les sexes, l'image est en revanche uniforme dans tous les environnements : les hommes sont plus enclins à accepter sans réserve de nouvelles directions (Figure 7b). C'est remarquable, car sur d'autres questions, les femmes ont en moyenne tendance à réclamer davantage de mesures de politique climatique et sont par exemple prêtes à payer plus d'impôts.

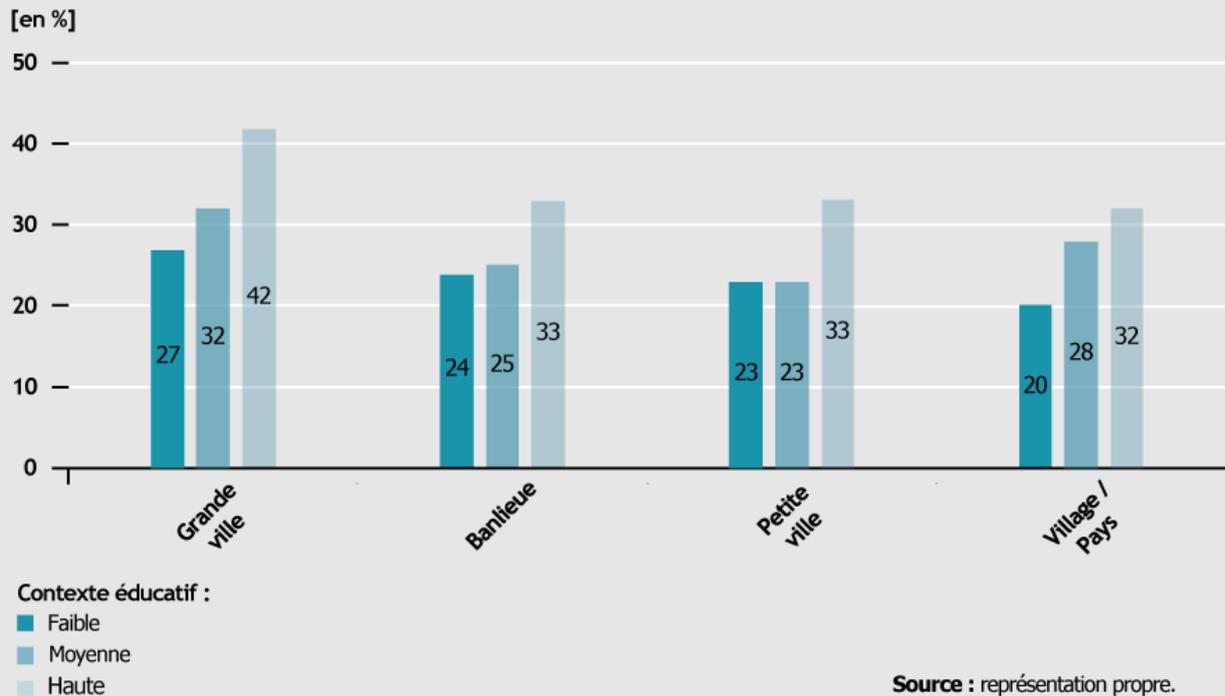


En ce qui concerne le niveau d'éducation, les modèles sont similaires dans tous les environnements : les personnes ayant un niveau d'éducation élevé ont tendance à accepter sans réserve les lignes électriques. L'effet est le plus prononcé dans les grandes villes, puis dans les villages/campagnes (Figure 7c).

1 Les résultats concernant l'option de réponse ne sont pas inclus dans la figure ici.

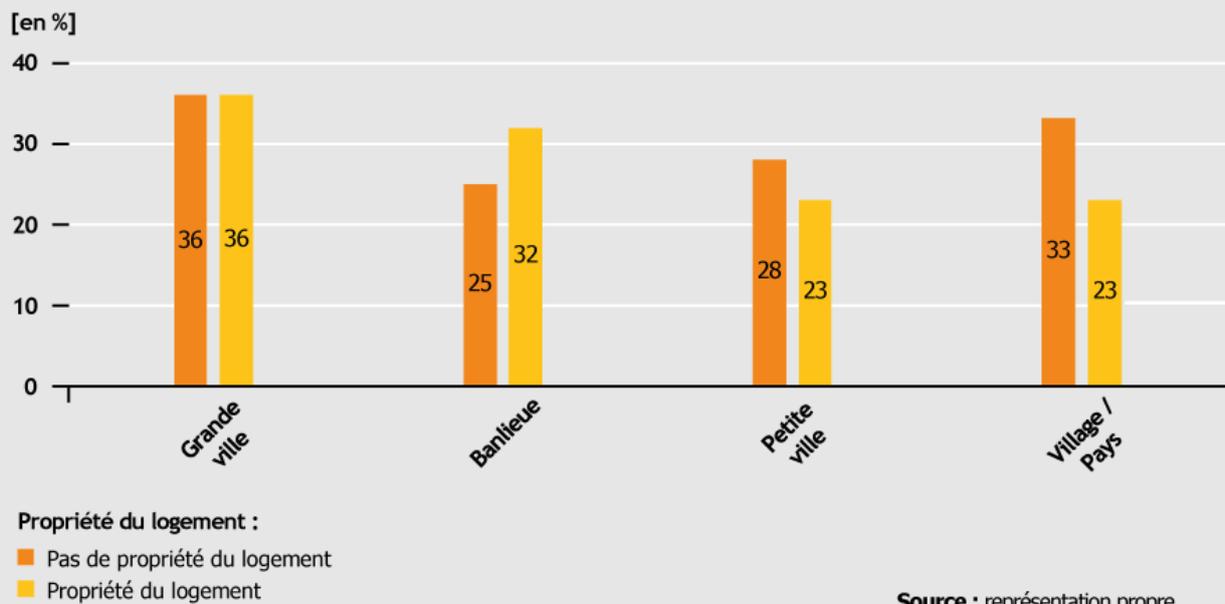
**Figure 7c : Disposition à accepter sans réserve la construction d'une nouvelle ligne électrique à proximité du domicile, selon le niveau de formation et l'environnement du domicile**

Réponse "Approuve sans réserve la construction" à la question "Pour transporter l'électricité produite par des sources renouvelables (p. ex. parcs de panneaux solaires ou d'éoliennes), il faut construire de nouvelles lignes à haute tension. Imaginez qu'il soit proposé de construire une telle ligne à haute tension à proximité de votre domicile (à une distance d'environ 1,5 km) [...]", en fonction du niveau d'éducation et de la densité de population du lieu de résidence.



**Figure 7d : Disposition à accepter sans réserve la construction d'une nouvelle ligne électrique à proximité du domicile, selon la situation et l'environnement du domicile**

Réponse "Accepte sans réserve la construction" à la question "Pour transporter l'électricité produite par des sources renouvelables (p. ex. parcs de panneaux solaires ou d'éoliennes), il faut construire de nouvelles lignes à haute tension. Imaginez qu'il y ait une proposition de construction d'une telle ligne à haute tension à proximité de votre domicile (à une distance d'environ 1,5 km) [...]", répartie en fonction du type de logement et de la densité de population du lieu de résidence.



En revanche, il n'y a pas d'image uniforme en ce qui concerne la situation du logement. Comme pour la question fiscale, nous constatons que dans les banlieues, les propriétaires sont un peu plus enclins à accepter leurs propres conséquences (ici, les lignes électriques).

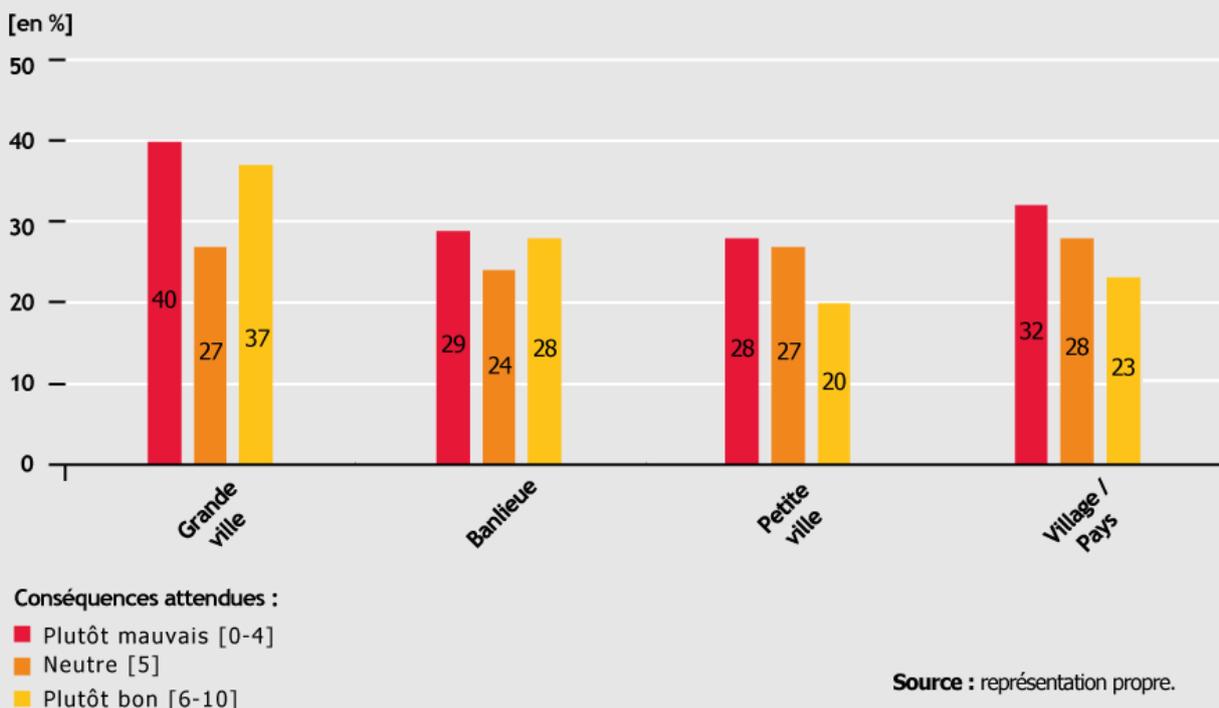
Dans les petites villes et les villages/campagnes, c'est toutefois l'inverse, et dans les grandes villes, il n'y a pas de différence entre les deux groupes (figure 7d).

Nous ne pouvons que spéculer sur les raisons de cette situation. La perception de l'infrastructure est-elle fondamentalement différente dans une grande ville parce que les constructions sont plus étendues ? Les gens ont-ils éventuellement d'autres images en tête lorsqu'ils pensent aux lignes électriques ? Et le soutien inconditionnel moins marqué chez les personnes interrogées les plus jeunes dans les grandes villes et les banlieues pourrait-il s'expliquer par la crainte d'une augmentation du coût des loyers ? Cela correspondrait aux conclusions d'autres études (d|part 2021b : 21). Un regard plus approfondi, au-delà des données existantes, nous aiderait à mieux comprendre comment les débats sont compris dans chaque cas.

Les attentes concernant les conséquences personnelles du changement climatique sont à nouveau réparties de manière inégale entre les différents environnements de résidence dans le cadre de la question NIMBY. Alors que dans les petites villes, les villages et les campagnes, celles et ceux qui pensent que les conséquences personnelles seront positives sont un peu moins enclins à accepter des lignes électriques supplémentaires, dans les banlieues (légèrement) et cette fois surtout dans les grandes villes, ce sont celles et ceux qui ont une perspective neutre (Figure 7e). Il est également intéressant de noter que ce n'est que dans les petites villes et dans les villages/campagnes que les personnes ayant des besoins négatifs en matière de santé sont les plus nombreuses.

**Figure 7e : Disposition à accepter sans réserve l'installation d'une nouvelle ligne électrique à proximité du domicile, selon les attentes personnelles. Conséquences du changement climatique et environnement**

Réponse "Approuve sans réserve la construction" à la question "Pour transporter l'électricité produite par les sources renouvelables (par exemple les parcs de panneaux solaires ou d'éoliennes), il faut construire de nouvelles lignes à haute tension. Imaginez qu'il soit proposé de construire une telle ligne à haute tension à proximité de votre domicile (à une distance d'environ 1,5 km) [...]", en fonction des conséquences attendues et de la densité de population du lieu de résidence.



Les personnes qui ont des attentes personnelles sont nettement plus disposées à accepter de nouvelles lignes électriques que celles qui pensent que le changement climatique aura un impact positif sur elles.

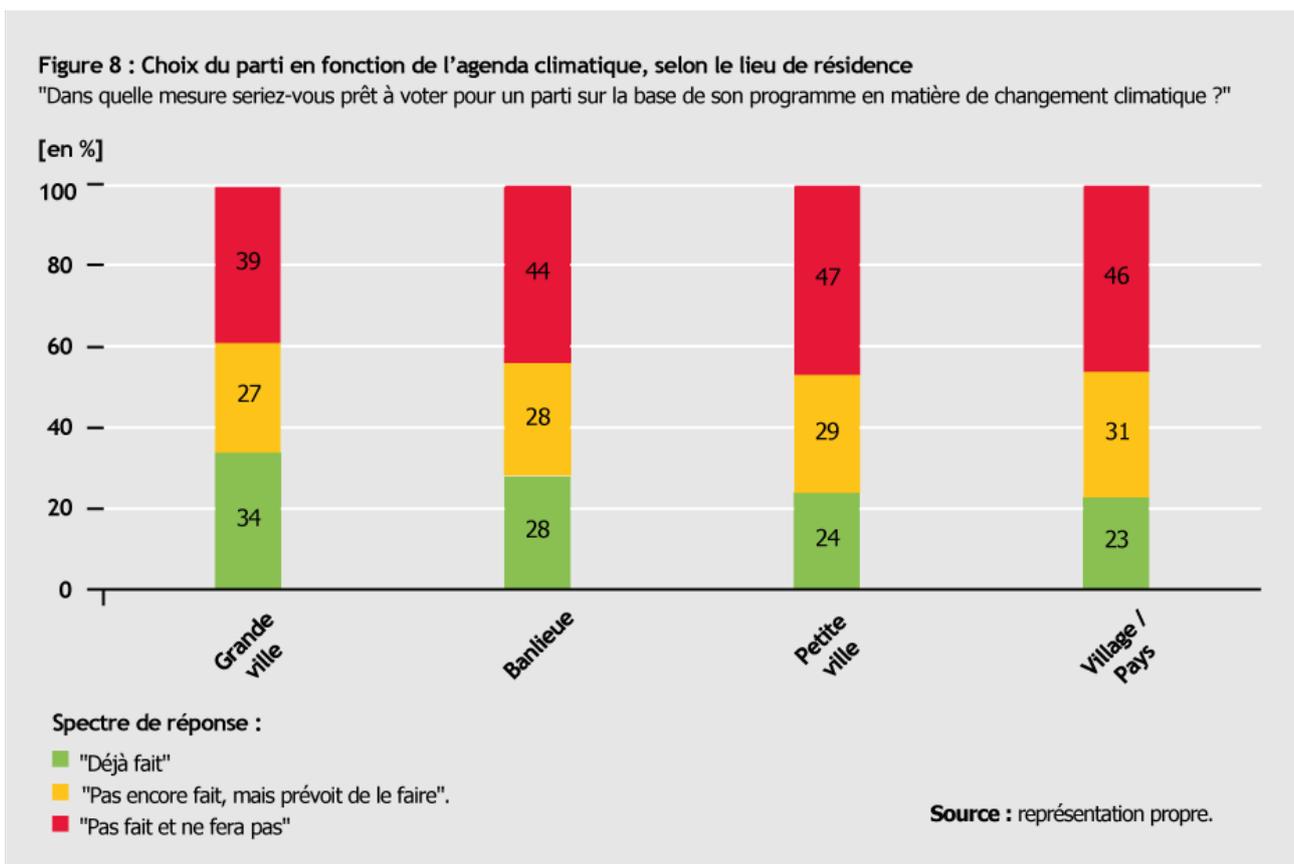
La question de savoir si les gens montrent une plus grande inclinaison à accepter de nouvelles lignes électriques pour l'énergie renouvelable près de chez eux – même sans en profiter financièrement – varie parfois considérablement d'un environnement résidentiel à l'autre. Dans les grandes villes et les banlieues, par exemple, ce ne sont pas les plus jeunes qui répondent à cette question. C'est notamment le cas de l'association entre les attitudes vis-à-vis de la question « Not-in-my-own-Backyard » et les attentes concernant les conséquences personnelles du changement climatique. Il n'est pas vrai que les personnes qui s'attendent à ce que le changement climatique ait un impact négatif sur leur vie sont plus disposées à construire de nouvelles lignes électriques que tous les autres groupes. Dans les grandes villes, ce sont surtout les personnes qui ont un regard neutre sur le changement climatique qui se distinguent et qui sont moins disposées à le faire.

La volonté de soutenir des mesures de politique climatique et énergétique qui ont un impact sur sa propre vie n'est donc pas la même pour certains groupes de population dans tous les environnements résidentiels. Les habitant·e·s des villes et des campagnes ne sont pas plus enclin·e·s à approuver directement de nouvelles lignes électriques, par exemple, et cela ne vaut pas non plus pour toutes et tous les jeunes, quel que soit leur environnement. Pour comprendre comment certains groupes de population réfléchissent à des mesures spécifiques, nous devrions donc tenir compte non seulement de leurs caractéristiques personnelles, mais aussi de leur environnement de résidence.

## 6 L'importance politique des partis : ce qui différencie les groupes d'électeur·ice·s de certains partis en fonction de leur lieu de résidence

La question de savoir dans quelle mesure les questions et les attitudes discutées se reflètent dans les décisions électorales reste pertinente pour la compétition politique. Il s'agit ici d'approfondir dans quelle mesure les questions liées au changement climatique sont déterminantes pour le vote des électeur·ice·s dans différents environnements de résidence.

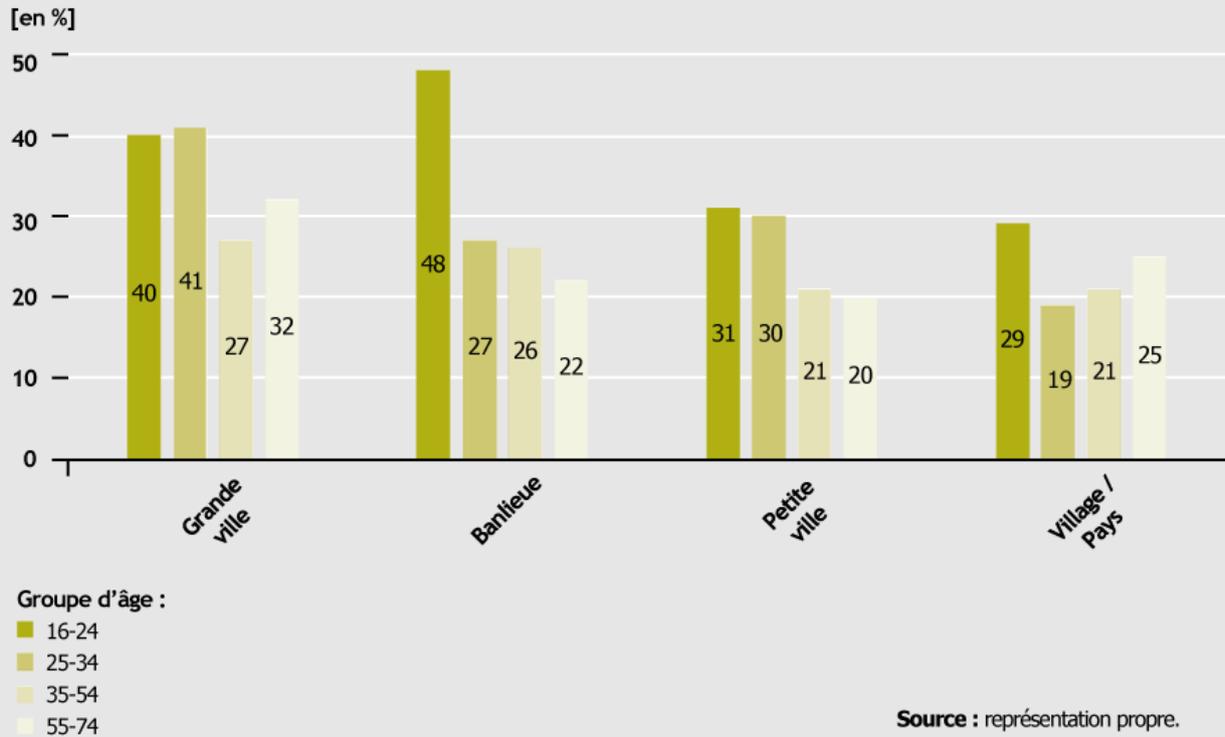
Les habitant·e·s des grandes villes sont un peu plus nombreux·ses que les autres (34 %) à dire qu'ils ont déjà voté pour un parti en raison de son programme climatique (Figure 8). Dans les banlieues, seules 28 % des personnes interrogées le déclarent, contre moins d'un quart dans les petites villes et dans les villages/campagnes. Ainsi, alors que le thème est partout considéré comme politiquement important, nous constatons des différences dans l'importance perçue pour le choix électoral entre les environnements de résidence.



Les jeunes électeur·ice·s ont tendance à avoir déjà voté pour un parti en raison de son programme climatique. Dans les grandes villes et les petites villes, c'est le cas pour les 16-34 ans, alors que dans les villages/campagnes et surtout dans les banlieues, c'est le cas uniquement pour les 16-24 ans (Figure 9a).

**Figure 9a : Choix du parti en raison de l'agenda climatique, par tranche d'âge et par milieu de résidence**

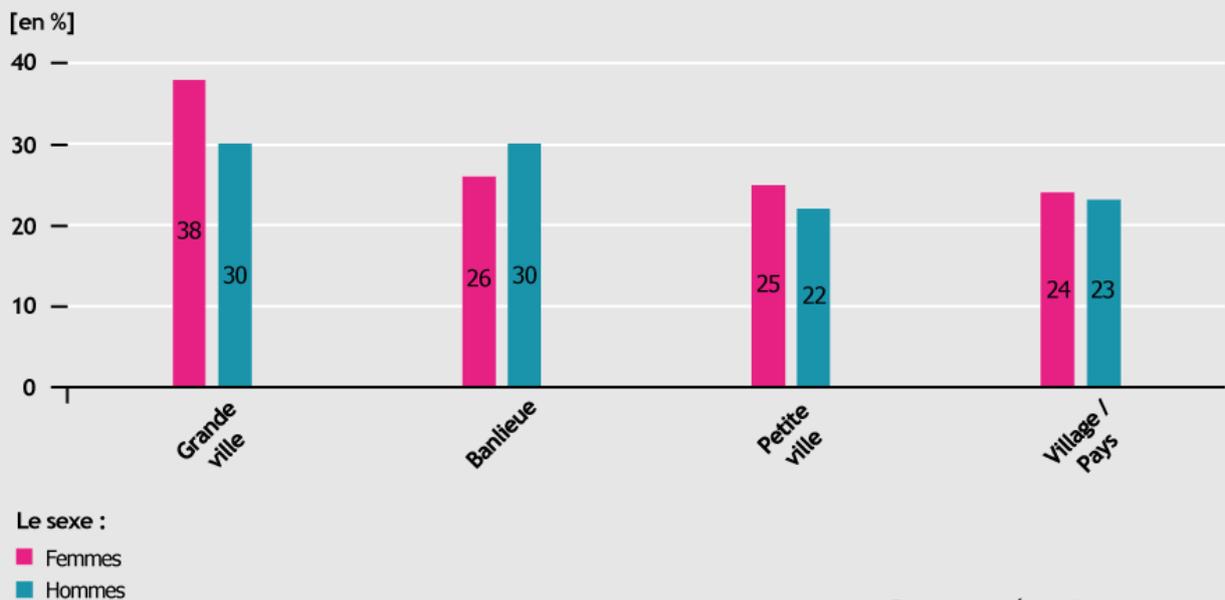
Réponse "Déjà fait" à la question "Dans quelle mesure seriez-vous prêt à voter pour un parti sur la base de son programme en matière de changement climatique ?" ventilée par âge et densité de population du lieu de résidence.



Les différences entre les sexes ne sont pas particulièrement marquées sur cette question, mais dans les grandes villes, les femmes ont un peu plus tendance à considérer le programme climatique des partis comme un facteur déterminant de leur vote (Figure 9b).

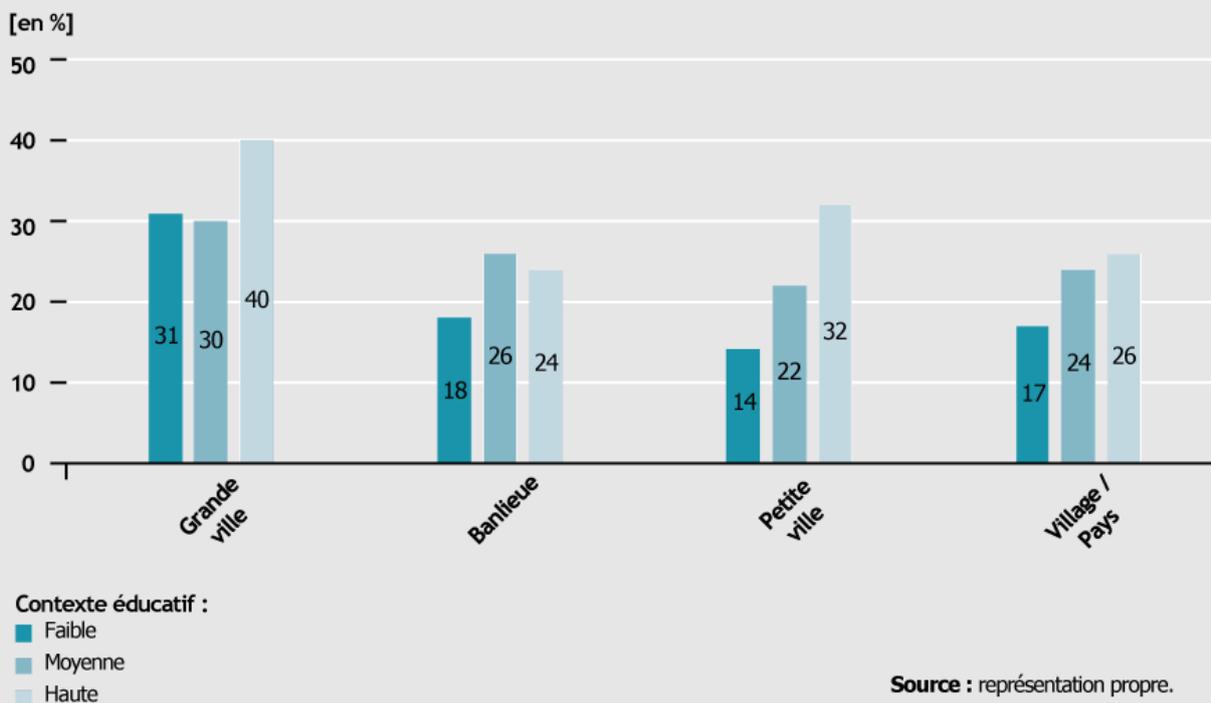
**Figure 9b : Choix du parti en raison de l'agenda climatique, selon le sexe et le milieu de résidence**

Réponse "Déjà fait" à la question "Dans quelle mesure seriez-vous prêt à voter pour un parti sur la base de son programme en matière de changement climatique ?" ventilée par sexe et densité de population du lieu de résidence.



**Figure 9c : Choix du parti en raison de l'agenda climatique, selon le niveau d'éducation et le milieu de résidence**

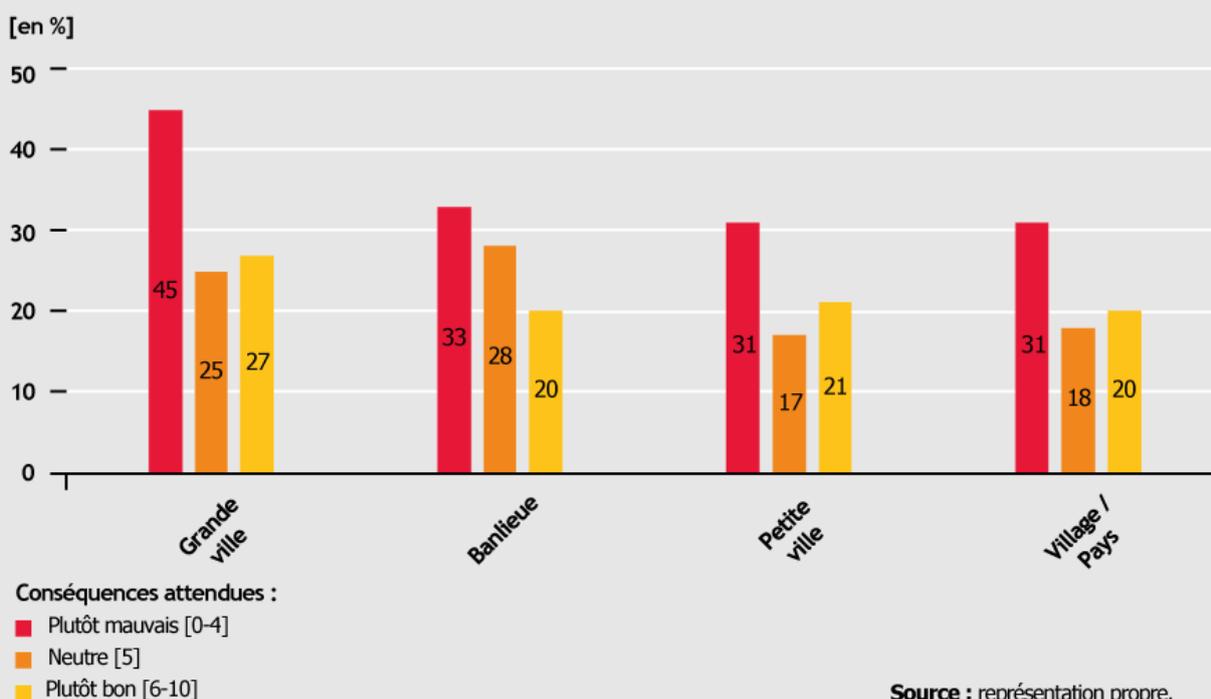
Réponse "Déjà fait" à la question "Dans quelle mesure seriez-vous prêt à voter pour un parti sur la base de son programme en matière de changement climatique ?" ventilée selon le niveau d'éducation et la densité de population du lieu de résidence.



En revanche, les modèles d'éducation pour le choix du parti se ressemblent dans tous les environnements de résidence. Les personnes ayant un niveau d'éducation élevé ont davantage tendance à prendre résolument en compte les programmes climatiques lorsqu'elles votent pour un parti (Figure 9c).

**Figure 9d : Vote pour un parti en fonction de l'agenda climatique, selon les attentes personnelles. Conséquences du changement climatique et environnement du lieu de résidence**

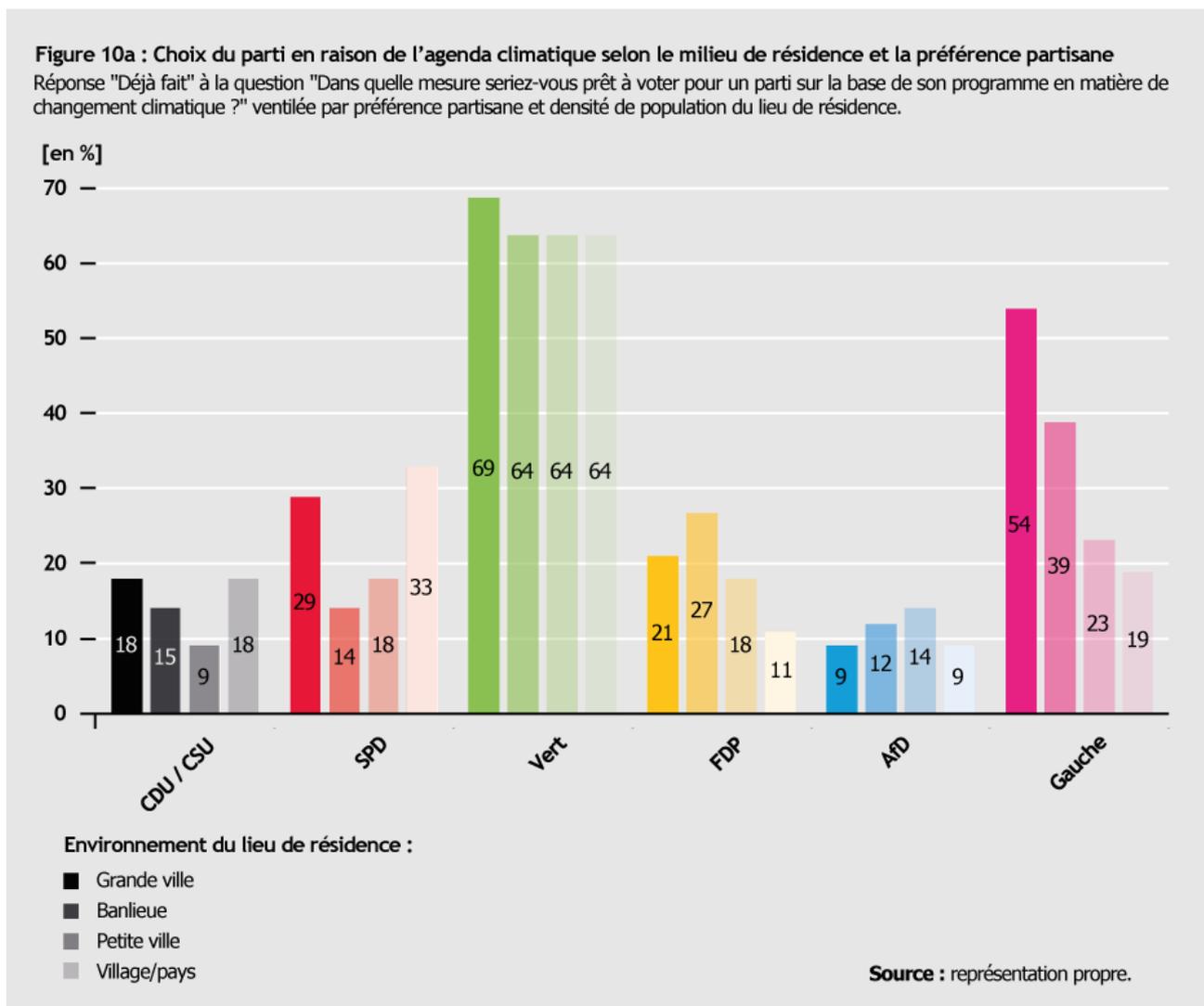
Réponse "Déjà fait" à la question "Dans quelle mesure seriez-vous prêt à voter pour un parti en raison de son programme sur le changement climatique ?" ventilée selon les conséquences attendues et la densité de population du lieu de résidence.



Cet effet est particulièrement net dans les petites villes et plutôt faible pour les autres environnements de résidence.

L'évaluation de l'impact personnel du changement climatique joue un rôle similaire dans le choix du parti dans tous les environnements de résidence. Les personnes qui pensent que le changement climatique aura des conséquences personnelles négatives ont tendance à choisir les partis en fonction de leur programme climatique (Figure 9d). Toutefois, la différence entre les personnes ayant une évaluation neutre et celles ayant une évaluation positive est plutôt faible.

Dans l'ensemble, nous observons donc des schémas assez clairs quant à la question de savoir si l'agenda climatique est pris en compte par les partis. Le fait de s'attendre à être plus personnellement concerné·e par le changement climatique, d'être plus jeune et d'avoir un niveau d'éducation plus élevé va de pair avec une plus grande attention portée aux programmes climatiques des partis. En ce qui concerne l'environnement de résidence, on constate que ces tendances sont nettement moins marquées chez les habitant·e·s des petites villes (sauf pour les plus jeunes).

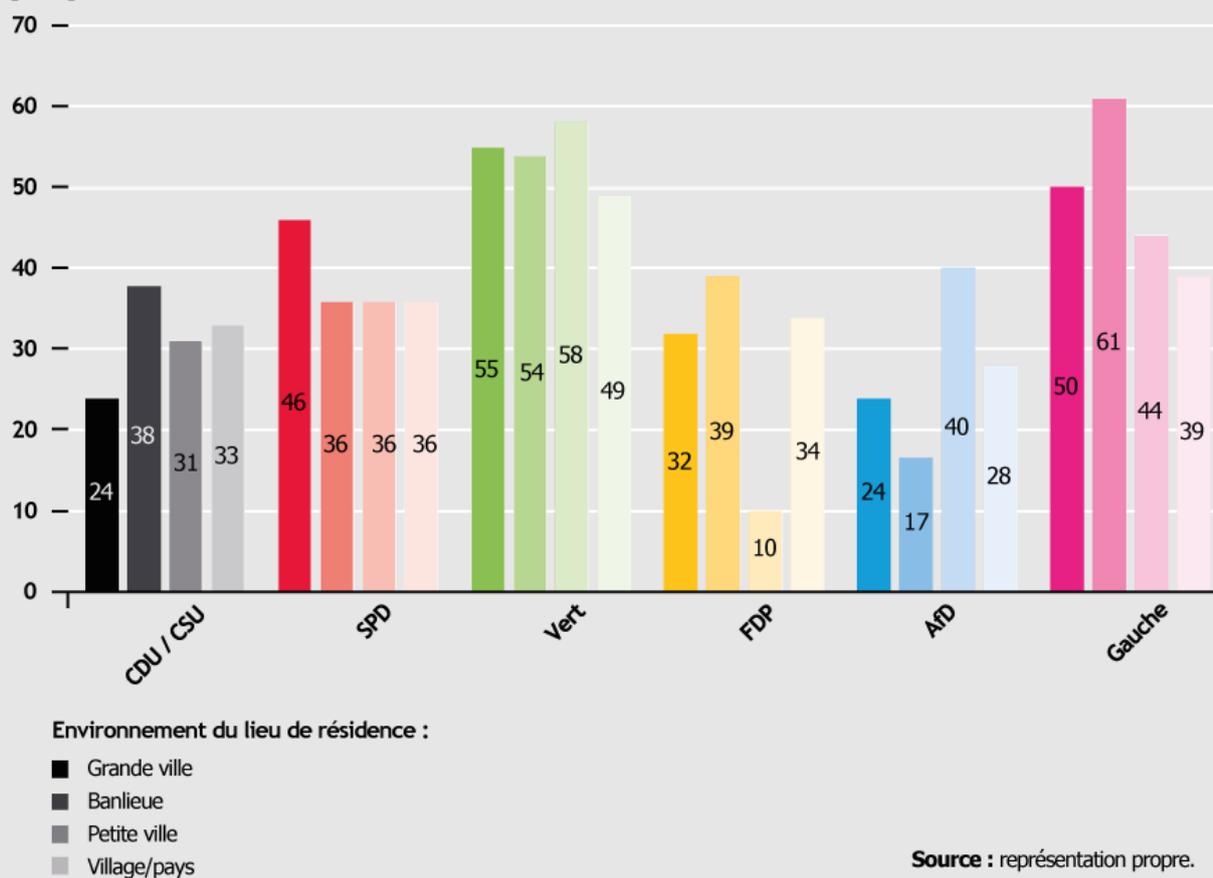


Les partisan·e·s des Verts sont les plus nombreux·ses à dire qu'ils ont déjà voté pour ce parti en raison de son programme climatique (Figure 10a), quel que soit le lieu de résidence. Seul un autre (sous-)groupe s'approche à moitié de valeurs aussi élevées : les partisan·e·s du Parti de Gauche dans les grandes villes. Mais les fortes différences au sein des partisan·e·s selon le lieu de résidence sont frappantes : plus le lieu de vie est éloigné des grandes villes, moins la politique climatique joue un rôle important pour les partisan·e·s du Parti de Gauche. Pour le SPD et la CDU/CSU, ce sont aussi bien les habitant·e·s des grandes villes que celles et ceux des villages/campagnes qui sont les plus susceptibles de dire que leur choix de parti est influencé par le thème du changement climatique. Pour le FDP, c'est le plus souvent le cas dans les banlieues. Pour l'AfD, les différences sont minimales – le thème ne joue un rôle important dans aucun environnement.

**Figure 10b : Conséquences personnelles attendues du changement climatique selon le milieu de résidence et la préférence partisane**

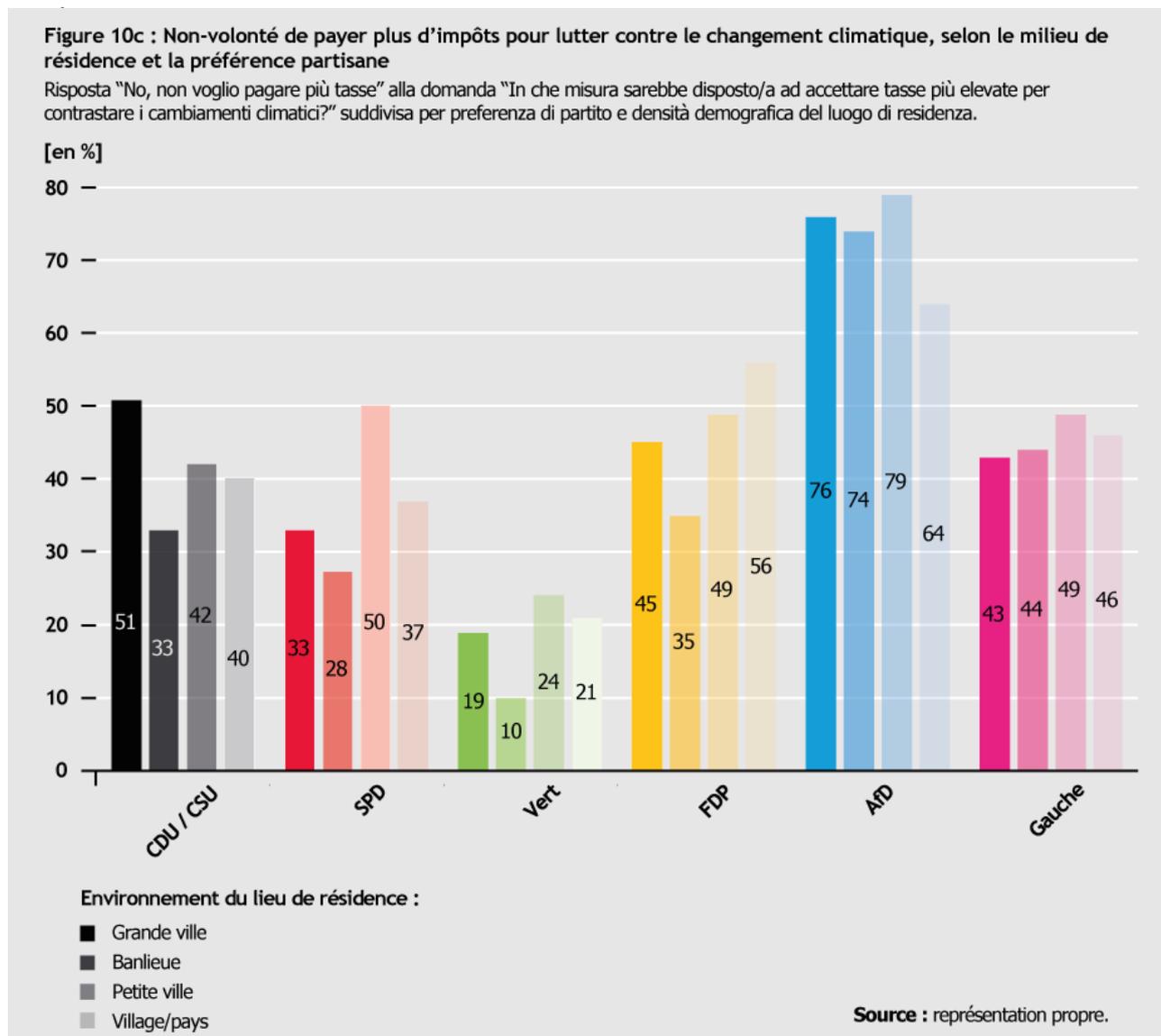
Réponse "Plutôt mauvaise" à la question "A votre avis, les conséquences du changement climatique seront-elles bonnes ou mauvaises pour vous personnellement ?" ventilée selon la préférence partisane et la densité de population du lieu de résidence.

[en %]



Les partisan·e·s des Verts évaluent de manière relativement similaire si le changement climatique aura des conséquences négatives pour eux, quel que soit leur lieu de résidence, même si celles et ceux qui vivent dans des villages/à la campagne sont un peu moins nombreux·ses à le penser (Figure 10b). Pour le SPD également, les estimations de presque tous les groupes sont identiques, à l'exception des habitant·e·s des grandes villes, qui sont nettement plus nombreux·ses à évoquer des conséquences négatives pour elles et eux-mêmes.

Il est intéressant de noter que c'est l'inverse pour la CDU/CSU. Leurs partisan·e·s dans les grandes villes sont celles et ceux qui s'attendent le moins à des effets négatifs pour elles et eux-mêmes. Pour le FDP, c'est le cas pour les habitant·e·s des petites villes, tout comme pour le Parti de Gauche – mais ici encore plus dans les villages et les campagnes. En revanche, dans le cas de l'AfD, les partisan·e·s habitant dans des petites villes sont plutôt conscients des conséquences négatives de l'adhésion à ce

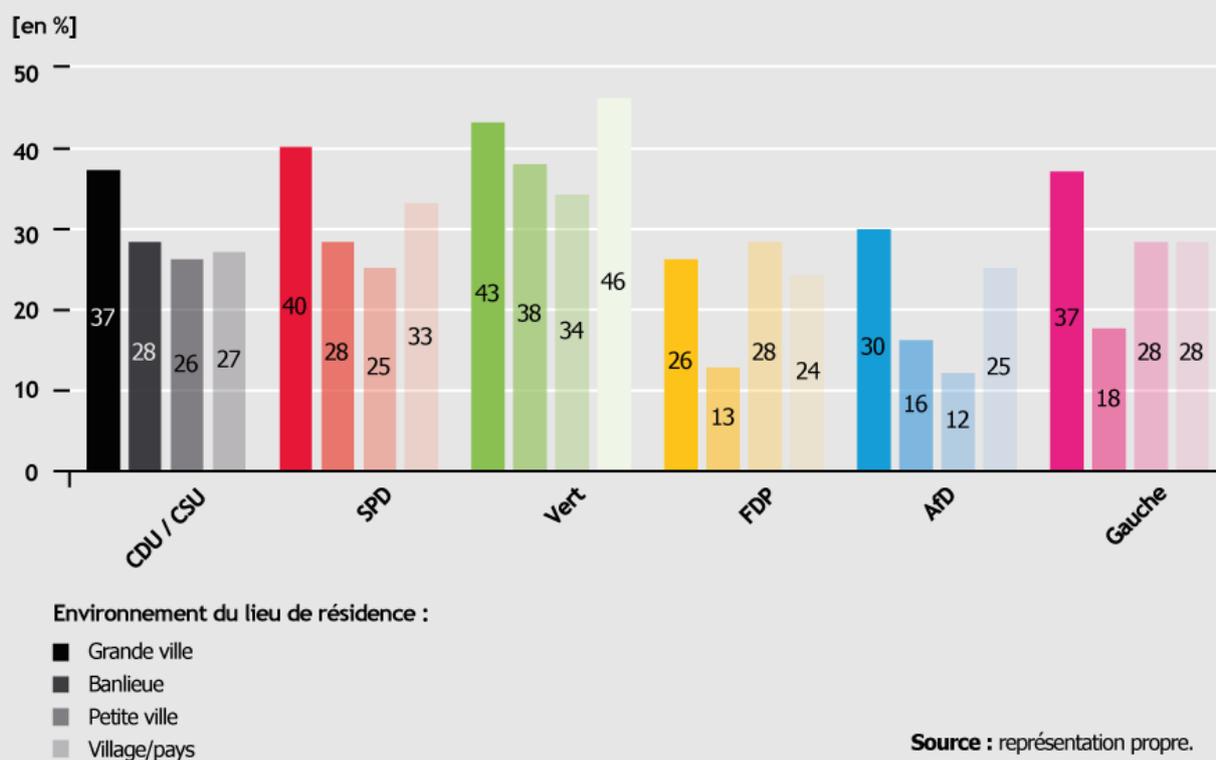


L'image de ces attitudes générales se reflète aussi en partie dans la propre (non) volonté de contribuer soi-même. Ainsi, chez CDU/CSU, les habitant·e·s des grandes villes sont les moins enclin·e·s à payer des impôts plus élevés pour la protection du climat, en comparaison avec les autres types de lieux de résidence (Figure 10c). Au sein du SPD, les habitant·e·s des petites villes se distinguent comme étant le groupe le moins disposé à payer plus d'impôts. L'image auparavant plutôt uniforme des Verts est brisée sur cette question. Certes, les partisan·e·s de ces derniers sont systématiquement celles et ceux qui, par rapport à tous les autres groupes, sont les plus disposé·e·s à payer plus d'impôts. Cette volonté est cependant la plus élevée chez celles et ceux qui vivent en banlieue. Au sein des partisan·e·s du Parti de Gauche, il y a relativement peu de différences de niveau, alors que chez les partisan·e·s du FDP, celles et ceux des banlieues et chez l'AfD, celles et ceux des villages/campagnes sont plus enclin·e·s à participer que les autres.

Les différences de lieu de résidence se retrouvent également chez toutes et tous les partisan·e·s lorsqu'il s'agit de savoir s'ils sont prêt·e·s à accepter de nouvelles lignes électriques pour les énergies renouvelables près de chez elles et eux. Toutefois, on ne retrouve pas ici systématiquement les mêmes schémas que dans la volonté de payer plus d'impôts. Pour les partisan·e·s de la CDU/CSU, ce sont cette fois les habitant·e·s des grandes villes qui sont les plus enclin·e·s à soutenir la construction d'une nouvelle ligne, même s'ils n'en profiteraient pas (Figure 10d). Chez les Verts (et un peu moins chez le SPD et l'AFD), ce sont aussi bien les habitant·e·s des grandes villes que celles et ceux des villages/campagnes qui sont d'accord sans réserve sur cette question. Au Parti de Gauche et au FDP, ce sont surtout les banlieusard·e·s qui se distinguent, mais dans la direction opposée : ils y sont particulièrement hostiles.

**Figure 10d : Disposition à accepter sans réserve la construction d'une nouvelle ligne électrique à proximité du domicile, selon le milieu de résidence et la préférence partisane**

Réponse "Approuve sans réserve la construction" à la question "Pour transporter l'électricité produite par des sources renouvelables (p. ex. parcs de panneaux solaires ou d'éoliennes), il faut construire de nouvelles lignes à haute tension. Imaginez qu'il y ait une proposition de construction d'une telle ligne à haute tension à proximité de votre domicile (à une distance d'environ 1,5 km) [...]", répartie selon les préférences des partis et la densité de population du lieu de résidence.



Il n'est pas surprenant que les partisan·e·s des différents partis aient tendance à avoir des opinions différentes sur les mesures de politique climatique et énergétique. De plus, nous constatons ici que les profils des partisan·e·s varient en fonction de leur lieu de résidence. Pour un travail partisan ciblé, cela vaut donc la peine de connaître et de comprendre les profils d'attitude dans les différents environnements de résidence, que ce soit pour ses propres partisan·e·s comme celles et ceux des autres partis.

## 7 Conclusion et perspectives

Les conclusions de cette étude montrent clairement à quel point il est intéressant d'étudier plus en profondeur les différences entre les espaces urbains et ruraux. Bien qu'il y ait moins de différences dans la priorité fondamentale accordée à la crise climatique entre les différents environnements de résidence, nous constatons parfois des différences significatives dans les profils d'attitude, qui ne résultent pas toujours d'autres facteurs tels que l'éducation, l'âge ou le sexe.

Sur la base de ces résultats, il devient possible de concevoir de meilleures approches pour les acteur·ice·s, qu'ils soient partisan·e·s ou non partisan·e·s, afin de favoriser les échanges d'opinions avec différents groupes de personnes en intégrant davantage l'environnement de résidence. En effet, les concepts ciblant des groupes spécifiques dans le discours politique, qu'il s'agisse d'initiatives éducatives ou de la mise en œuvre de mesures politiques, ne produisent pas nécessairement les mêmes effets d'un environnement de résidence à un autre.

Alors que l'enquête menée fait clairement ressortir l'hétérogénéité entre les environnements de résidence, elle ne peut pas répondre à la question de savoir pourquoi les différences identifiées existent. D'autres études sont nécessaires pour pouvoir répondre plus clairement à la question de savoir si les profils d'attitude différenciés existent plutôt parce qu'ils reflètent par exemple différentes réalités pratiques de la vie ou parce qu'ils sont plutôt l'expression d'un degré d'implication différent dans le thème. Quelques questions pour des analyses futures, qui méritent d'être étudiées en particulier, sont entre autres

- Pourquoi les plus jeunes des grandes villes et des banlieues ne sont-ils pas aussi favorables à l'installation de lignes électriques à proximité de leur domicile que les plus jeunes des petites villes, des villages et des campagnes, alors qu'ils sont souvent identifié·e·s comme les groupes les plus favorables à l'action climatique (d|part/OSEPI 2021 : 10) ? La question des conséquences économiques personnelles, notamment en ce qui concerne la hausse des loyers, prévaut-elle pour elles et eux, comme le suggèrent d'autres études (d|part 2021b : 21) ?
- Pourquoi, surtout dans les banlieues, les personnes qui ont des attentes neutres quant aux conséquences personnelles de la crise climatique sont-elles plus réticentes à apporter leur propre contribution ? Les attentes neutres sont-elles le signe d'un intérêt moindre ? Ou y a-t-il dans certains milieux l'espoir que des changements structurels, qu'ils souhaitent de toute façon ou qu'ils attendent depuis longtemps, seront mis en œuvre sur place ?
- Pourquoi les profils des différent·e·s partisan·e·s se distinguent-ils parfois nettement dans certains environnements de résidence ? Et comment les responsables politiques devraient-ils réagir s'ils souhaitent engager un dialogue avec les habitant·e·s des différents environnements sur des sujets tels que la transition énergétique ?

- Pourquoi le contexte éducatif a-t-il parfois des répercussions plus ou moins importantes dans les différents environnements de résidence ? Le statut social est-il plus étroitement lié à certaines positions de débat dans certains environnements que dans d'autres ?
- Dans quelle mesure les observations faites dans différents environnements de résidence peuvent-elles être attribuées à la ruralité ou à l'urbanité ? Comme le montrent d'autres études, les opinions politiques peuvent varier d'une région à l'autre dans un environnement résidentiel similaire, car la situation spécifique du lieu de résidence est influencée par des facteurs régionaux (cf. Umweltbundesamt 2022b : 42 et suiv.). Comment les gens comprennent-ils la relation entre leur environnement général et la situation spécifique du lieu dans lequel ils vivent ?

D'autres études, y compris des méthodes qualitatives, sont nécessaires pour répondre à ces questions de manière approfondie.

# Bibliographie

- Bernauer, Thomas (2022): Bei Umweltfragen ist der Stadt-Land-Graben geringer als oft vermutet. <https://ethz.ch/de/news-und-veranstaltungen/eth-news/news/2022/09/blog-bei-umweltfragen-ist-der-stadt-land-graben-geringer-als-oft-vermutet.html>
- Breuer, Ingeborg (2019): Ungleichheit in Deutschland. Die alten Konfliktlinien gelten nicht mehr. [www.deutschlandfunk.de/ungleichheit-in-deutschland-die-alten-konflikt-linien-gelten-100.html](http://www.deutschlandfunk.de/ungleichheit-in-deutschland-die-alten-konflikt-linien-gelten-100.html)
- d|part (2021a): Methods note «There is space for everyone: Climate crisis messages across the political spectrum.» <https://dpart.org/methods-note-there-is-space-for-everyone-climate-crisis-messages-across-the-political-spectrum>
- d|part (2021b): Hübner, C., Nicke, S., Eichhorn, J. (2021b): Wie schauen junge Menschen in Deutschland auf die Rolle des Staates? Friedrich-Ebert-Stiftung & d|part: Berlin, <https://dpart.org/de/publications/jugend-und-staat-2021>
- d|part, OSEPI (2021): Eichhorn, J., Nicke, S., Molthof, L.: Einsatz gegen den Klimawandel. Ein Erfolgskonzept für das gesamte politische Spektrum. d|part & OSEPI: Berlin & Brüssel, <https://dpart.org/publications/german-report-2>
- Haffert, Lukas (2022) Stadt, Land, Frust. Eine Politische Vermessung. München: C. H. Beck.
- Möller, Christian (2021): Stadt gegen Land. Ein erfundener Konflikt? Im Gespräch mit Hilal Sezgin und Clemens Zimmermann, [www.deutschlandfunkkultur.de/stadt-gegen-land-ein-erfundener-konflikt-100.html](http://www.deutschlandfunkkultur.de/stadt-gegen-land-ein-erfundener-konflikt-100.html)
- Statistisches Bundesamt (2021): Umwelt, Energie und Mobilität. In: Datenreport 2021. Ein Sozialbericht für die Bundesrepublik Deutschland, Gesamtausgabe. [www.destatis.de/DE/Service/Statistik-Campus/Datenreport/Downloads/datenreport-2021-kap-13.pdf?\\_\\_blob=publicationFile](http://www.destatis.de/DE/Service/Statistik-Campus/Datenreport/Downloads/datenreport-2021-kap-13.pdf?__blob=publicationFile)
- Umweltbundesamt (2022a): Umweltbewusstsein in Deutschland 2020. Ergebnisse einer repräsentativen Bevölkerungsumfrage. [www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/479/publikationen/ubs\\_2020\\_0.pdf](http://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/479/publikationen/ubs_2020_0.pdf)
- Umweltbundesamt (2022b): Stieß, Immanuel; Sunderer, Georg; Raschewski, Luca; Stein, Melina; Götz, Konrad; Belz, Janina; Follmer, Robert; Hölscher, Jana; Birzler-Harder, Barbara: Repräsentativumfrage zum Umweltbewusstsein und Umweltschutz im Jahr 2020. [www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/479/publikationen/texte\\_20-2022\\_repraesentativumfrage\\_zum\\_umweltbewusstsein\\_und\\_umweltverhalten\\_im\\_jahr\\_2020.pdf](http://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/479/publikationen/texte_20-2022_repraesentativumfrage_zum_umweltbewusstsein_und_umweltverhalten_im_jahr_2020.pdf)
- Wagner, Gernot (2021): Einfamilienhäuser und Klimaschutz. Zurück in die Stadt! [www.zeit.de/wirtschaft/2021-02/einfamilienhaeuser-klimaschutz-debatte-eigenheim-gruene-stadt-land](http://www.zeit.de/wirtschaft/2021-02/einfamilienhaeuser-klimaschutz-debatte-eigenheim-gruene-stadt-land)

# L'auteur

**Dr Jan Eichhorn** est cofondateur, partenaire et directeur de recherche de d|part, un think tank à but non lucratif, non partisan et indépendant basé à Berlin. Il mène des recherches sur la participation et les opinions politiques des personnes et sur la manière dont les structures économiques influencent la société. En plus de son travail chez d|part, il est Senior Lecturer in Social Policy à l'université d'Édimbourg.

## Mentions légales

Editeur : Heinrich-Böll-Stiftung e.V., Schumannstraße 8, 10117 Berlin Contact : Unité de recherche sur la politique et les partis, Jana Heyde E [inland@boell.de](mailto:inland@boell.de)

Lieu de publication : [www.boell.de](http://www.boell.de)

Date de publication : mai 2023

Licence : Creative Commons (CC BY-NC-ND 4.0) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Numéros disponibles sur : [www.boell.de/de/boellbrief](http://www.boell.de/de/boellbrief)

Abonnement (par e-mail) sur : [boell.de/news](http://boell.de/news)

La présente publication ne reflète pas nécessairement l'opinion de la Fondation Heinrich Böll.